

GUADELOUPE

LA VOLONTÉ D'INDÉPENDANCE S'AFFIRME

Lire en page 9 le témoignage d'un Guadeloupéen en exil à Paris

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 14
DIMANCHE 15 MAI 1977
N° 449 1,70F

Commission Paritaire 56 942

LIRE NOTRE ENQUÊTE
PAGE 12
**Pour des
transports au
service du
peuple**

PROJETS CONVERGENTS DE BARRE ET MITTERRAND
OU COMPTES DU PCF :

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A EN ATTENDRE !

S'il était encore permis d'en douter, les choses sont maintenant claires : la campagne électorale est commencée. Les conclusions du débat Barre-Mitterrand en ont donné le signal de départ, et à l'exemple de cette semaine, les choses vont maintenant s'accélérer. En une semaine, on a vu le comité directeur du parti socialiste entériner les divergences qui continuent à exister dans ce parti, on a vu le PCF préciser sa conception dangereuse de la «détente», on l'a vu étaler les comptes du programme commun tel qu'il le voit, on a vu Chirac faire son numéro démagogique et fascisant sur le chômage à Sochaux, on a vu les leaders syndicaux, chacun à leur manière, Bergeron au congrès FO, et Maire au congrès CFDT des PTT, préparer leur «appui au gouvernement de gauche après 78», on a vu enfin Barre et Mitterrand disserter sur des projets qui finalement ne sont pas divergents.

La semaine qui s'ouvre sera celle d'un autre événement, le sommet de la gauche, mardi, qui doit engager véritablement la renégociation du programme commun. Et les travailleurs, les chômeurs qui souffrent de cette société pourrie, qui luttent, où sont-ils dans tout cela ? A ceux-là, les états-majors des confédérations syndicales en accord avec la gauche, ne proposent que la journée d'action du 24, qui vient après plus d'une dizaine d'autres, et qui, aux yeux de ses organisateurs, doit s'inscrire plus dans l'optique de 78 que dans l'optique d'une lutte véritable contre le plan Barre.

Paradoxalement, cette campagne électorale, de longue haleine, dont le but est bien d'entraîner les travailleurs dans un cycle d'illusions, permet de lever le voile des contradictions et des projets divergents, à droite comme à gauche.

A gauche, à 10 mois des élections, il s'agit d'envisager concrètement quel type de politique devra être appliquée une fois au gouvernement. Les discussions des tenants du programme commun, mardi, seront assurément plus après que ne l'a été le débat Barre-Mitterrand et le rejet catégorique par le premier secrétaire du PS des «comptes du PCF» en est la preuve. Face aux échanges de Barre et Mitterrand, l'autre soir à la télé, le PCF a beau jeu de remarquer, par la bouche de Séguy, «que les



travailleurs étaient absents de leur préoccupation», il a beau jeu de se présenter, lui, comme résolulement décidé à un changement «radical». Mais que révèlent ces fameux «comptes» ? Que l'inflation continuera, le PCF le dit ouvertement, que les impôts augmenteront, que la politique du «retroussons nos manches et ne pas faire grève, la productivité en souffrirait» sera à l'ordre du jour... Quant au chômage, le PCF se contente d'aligner les chiffres, prévoyant la création d'emplois sans dire comment. En fait, face à Barre et Mitterrand, le PCF entend se donner le visage de la «pureté», avec l'objectif d'essayer de rallier à son projet de capitalisme d'Etat, les travailleurs qui, effectivement, ne retrouvaient en rien leurs préoccupations dans le débat de jeudi soir.

Quant aux prises de position sur la défense nationale, elles révèlent que plus que jamais, le PCF reste favorable à la «détente», celle que veut Brejnev et qui sert les desseins agressifs des superpuissances.

Mais, pas plus l'un que l'autre ne tient compte des intérêts fondamentaux des travailleurs. La meilleure preuve en sera le compromis qui sortira inévitablement de la renégociation du programme commun : Mitterrand aura satisfaction comme il l'a dit devant Barre, sur le maintien du chômage, sur la paix sociale, sur les salaires. Et le PCF obtiendra la seule chose qui l'intéresse vraiment : la promesse d'un certain nombre de postes et de la mise en route de réformes de structures lui permettant d'avancer dans son projet propre.

NON DECIDEMENT, LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A EN ATTENDRE !

USINOR-THONVILLE

Une semaine de grèves

et manifestations

La voie

de l'offensive

marque des points

A Usinor-Thionville, où persiste la menace des 2 200 suppressions d'emplois d'ici la fin de l'année, la semaine écoulée a été marquée par une série de grèves et manifestations qui ont mis en mouvement un nombre important de sidérurgistes de l'usine.

Quand un nombre croissant d'ouvriers font leur mot d'ordre d'«Union, action, occupation», le PCF et les dirigeants de la CGT ne trouvent pas d'autre palliatif que d'appeler les ouvriers à

poser la «première pierre» d'une aciérie promise par les patrons, mais qu'ils ne veulent plus construire dans l'usine condamnée ! Cela ne se passe pas sans problème pour le PCF qui se voit sérieusement apostrophé sur son opposition à ce que soit lancée l'offensive contre les licenciements. Faire avancer la voie de la lutte, c'est ce qu'entendent à nouveau montrer les sidérurgistes d'Usinor en préparant la journée d'action sur tout le trust, le 17 mai.

Voir p. 5

L'EUROPE MUSCLÉE

Un travailleur de 60 ans tué à San Sébastian par la guardia civile qui a tiré à la mitrailleuse sur les manifestants pour l'amnistie. Une jeune fille de 19 ans abattue à Rome par les carabinieri pendant une manifestation. Douze manifestants du 1^{er} mai condamnés à de lourdes peines de prison à Athènes.

L'Europe prend un même visage. Un même modèle de régime musclé contre les travailleurs doublé d'une démocratie bavarde pour les partis bourgeois s'installe

rapprochant les anciens régimes fascistes de Madrid et d'Athènes aux «démocraties» occidentales.

C'est cela que Poniatsowski a développé en France, que Barre et Giscard agitent pour imposer leurs plans d'austérité. En l'affaire, on ne reconnaît plus la droite de la gauche. On ne distingue guère Juan Carlos du social démocrate Schmidt. Et le PCI a pris la tête de la campagne de soutien à la police en Italie.

DÉCISION DU SÉNAT US ET DE CARTER

PAS DE LIMITES AUX LIVRAISONS D'ARMES POUR ISRAËL

Après le flou que Carter a entretenu tout au long de ses discussions avec les chefs d'Etat arabes, le voile est levé. «L'objectif n° 1 des Etats-Unis au Moyen-Orient c'est la garantie au droit à l'existence de l'Etat d'Israël» a déclaré Carter en précisant que cela impliquait qu'il n'y avait pas de limites aux livraisons d'armes à Israël. En garantissant la supériorité stratégique à Israël, les USA veulent faire pression sur les pays arabes pour qu'ils fassent des concessions y compris sur les territoires. En même temps, ils préparent directement une guerre, débouché possible de la situation que l'engagement américain contribue à bloquer de plus en plus, tandis que l'URSS reprend certaines initiatives.

Voir p. 7

POLITIQUE

en parcourant la presse du pcf

Depuis quelque temps, les différents journaux du PCF, et particulièrement «France Nouvelle», ouvrent largement leurs colonnes au débat qui se mène au sein du parti révisionniste à propos des adhésions. Le sujet du débat est simple : Marchais, dans une de ces petites phrases rendues publiques a dit : «Qu'un parti d'un million d'adhérents, c'est ce qu'il faudrait». Ce qui est nouveau, ce n'est pas que la presse officielle du PCF ait aussitôt embrayé en évoquant les multiples possibilités d'adhésions inexploitées aujourd'hui, c'est plutôt la résistance qui se dégage au sein du PCF, résistance suffisamment forte pour qu'elle parvienne à se faire une place dans les journaux. Ainsi, en réponse à un article de Paul Laurent publié dans l'«Humanité» du 6 avril, un militant du Val de Marne écrit : «Je suis au regret de vous dire que je ne suis absolument pas d'accord lorsqu'on dit «le parti communiste est un regroupement volontaire de citoyens de bonne volonté qui se consacrent, chacun avec ses moyens, au progrès de notre cause». Ou va-t-on avec cette théorie ? On fait adhérer n'importe qui ; on donne la carte à des gens qui ne connaissent rien de notre philosophie, que l'on ne voit jamais dans les réunions de cellules et qui sont des poids morts». Les réticences s'expriment aussi indirectement.

L'illustration en est donnée par «France Nouvelle» avec la publication d'une lettre venant de Sceaux, et adressée au Comité Central du PCF : «Le 18 mars lors d'un meeting de l'union de la gauche à Paris, je m'étais vu proposer d'adhérer au parti communiste français. Eprouvant depuis quelques temps une certaine sympathie pour votre parti (etc. etc.) Ce soir là donc, j'avais assez volontiers accepté d'adhérer au PCF ; (...) Depuis un mois, je n'ai plus eu de contact avec votre parti (...). En résumé je vous fais savoir que j'aimerais entrer en possession de ma carte».

Du côté de Sceaux, on ne semble donc pas très pressé de faire des adhésions. Le débat se prolonge, et pour ce militant parisien, la lettre de Sceaux montre bien «que c'est le parti qui est en cause». Pour lui, cette lettre met le doigt sur ce qui est à la fois espoir et obstacle : «il existe vraiment des milliers d'hommes et de femmes prêts à entrer au PCF et frustrés, (le mot est souligné) parce qu'ils n'y sont pas».

Le débat existe aussi du côté du secteur entreprise du PCF. Ainsi, lors d'une réunion du secteur entreprise du PCF, Colpin constatait : «que le courant d'enthousiasme et de confiance suscité par le succès du PCF aux municipales s'est traduit par de nombreuses adhésions. Mais plusieurs camarades ont souligné que les cellules locales, plus que les cellules d'entreprises ont été les instigatrices et les bénéficiaires». Il concluait ainsi «il faut plus que jamais débrider les sangles de l'étroitesse, vaincre la sous-estimation élitiste de la portée massive de l'adhésion au parti».

Apparemment sa conception n'est pas tout à fait la même que celle de ce responsable fédéral de Palaiseau, qui, constatant la nécessité de la présence du PCF dans toutes les entreprises, proposait : «ne peut on pas envisager la création de cellules d'entreprises dans toutes les usines, même s'il n'y a qu'un militant. Ainsi les travailleurs verront qu'il y a de nombreuses cellules du PCF dans les usines».

Le débat se poursuit dans le PCF, et parfois avec virulence.

A ceux qui souhaitent un PCF moins nombreux pour être plus efficace, la direction cite des tas d'exemples de gens prêts à adhérer sur n'importe quelles bases. Ainsi, dans «France Nouvelle» ce parisien qui propose : «Pourquoi, oui, pourquoi ne proposons-nous pas plus souvent dans la rue, à la porte des entreprises, au porte à porte l'adhésion à n'importe qui ? Nous aurons des refus, beaucoup sûrement, mais n'est-ce pas seulement en procédant ainsi que nous serons sûrs de ne pas «manquer» des gens qui sont communistes sans le savoir».

Un seul sujet n'est pas abordé dans la presse du PCF. Il y a des travailleurs, de plus en plus nombreux, qui refusent d'adhérer au PCF, même si on leur demande.

Monory et les étrangers

M. Monory appartient au C.D.S.. Il est le nouveau ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.

Le programme de M. Monory est un programme de combat. Il est un partisan avoué de la «libéralisation des prix» qui selon lui favoriserait «la reprise des investissements».

M. Monory a une autre idée particulièrement crapuleuse qui n'est, il est vrai, qu'une application du plan Barre-bis. Il veut créer des emplois dans les régions où il y a un important réservoir de «main d'œuvre française».

Qu'espère-t-il ainsi, sinon diviser la classe ouvrière en renforçant cette idée que les travailleurs immigrés sont responsables du chômage ?

LES CONTRE-VÉRITÉS DE FISZBIN

*Pour lui, le centralisme
démocratique existe dans le PCF !*

«L'Humanité» d'hier publie un article d'Henri Fiszbin, secrétaire de la Fédération de Paris du PCF. Cet article prend prétexte d'une lettre d'un lecteur pour réexposer une fois encore la position officielle de son parti concernant la question du centralisme démocratique. Cette question agite en effet ce parti plus particulièrement ces derniers temps, à la suite d'une lettre de Jeannette Thorez-Vermeersch publiée par «Le Monde» dans laquelle elle exprime un soutien inconditionnel à l'URSS en visant, par dessus Ellenstein, seul cité dans l'article, la direction actuelle du PCF. Près d'un mois plus tard, trois secrétaires de cellules du PCF de Paris

écrivirent collectivement au «Monde» pour désapprouver à la fois les positions de J. Thorez-Vermeersch et celles d'Ellenstein.

L'intérêt principal de cette dernière correspondance réside dans la démarche — débattre publiquement d'une question interne au «parti» — et dans ce qu'ils expriment concernant précisément le fonctionnement centraliste-démocratique du PCF.

M. Fiszbin, dans sa réponse, n'insiste pas trop sur le caractère «formel» du centralisme démocratique, foulé au pied par ce débat public sur des divergences internes. Il préfère centrer sa réponse sur le contenu de cette lettre.

«Que disent-ils en effet ? Pour eux le parti serait constitué de courants sociaux et idéologiques dont les divergences iraient s'accroissant, (...). Seul s'exprimerait dans le parti et en son nom le courant démocratique petit bourgeois (...) ils revendiquent «que le débat démocratique permette à chacun de s'exprimer librement en son sein...»

La réponse de Fiszbin essaie d'esquiver la question ; il ne suffit pas d'affirmer que le PC est «la forme organisée du courant révolutionnaire dans le mouvement ouvrier», encore faut-il le démontrer autrement que par sa prétendue «homogénéité». Là où Fiszbin fait la pirouette la plus périlleuse pour «retomber sur ses pattes» c'est quand il affirme que la ligne de son parti est élaboré par tous les militants. Comment peut on mentir aussi ouvertement alors que par exemple ces derniers temps les militants ont appris par la TV de la bouche de Marchais, que la référence formelle à la dictature du prolétariat était abandonnée, même chose pour l'élection du parlement européen.

Pratiquer le centralisme démocratique dans un Parti Communiste, c'est pratiquer

une démocratie et un centralisme prolétariens. On ne peut réduire la démocratie prolétarienne à la liberté d'expression, même si c'en est incontestablement la condition.

La démocratie au sein du PCF, quand elle existe, n'a rien de prolétarien ; c'est seulement l'occasion pour ceux qui parlent, d'exprimer leurs propres idées subjectives, mais nullement les idées justes de la classe ouvrière, ce qui est pourtant l'objet de la démocratie prolétarienne.

Le PCF lui, fait exactement le contraire, systématise les idées fausses (capitulation, et défaitisme quant aux capacités de la classe ouvrière à diriger la société).

Le centralisme démocratique exige notamment que chaque militant donne son point de vue, ce qui ne saurait être le cas dans un parti aux réunions de cellules épisodiques où l'absentéisme est roi, cela exige aussi au minimum que les militants lisent le journal de leur parti ce qui n'est le cas que de 25 % des militants du PCF.

Le centralisme-démocratique exige également de combattre «l'esprit de paix», cet esprit qui règne en maître au PCF.

La pratique de la critique et de l'auto-critique est évidemment à l'opposé de cela.

Mais toutes ces données fondamentales n'existent pas dans le parti révisionniste, dont le soi-disant «centralisme démocratique» se réduit à soumettre l'ensemble des militants à sa perspective bourgeoise.

Ces questions, Fiszbin évite soigneusement de les évoquer, il se contente d'ironiser sur les tendances qui déchirent le PS. C'est une démarche trop facile que de mettre en avant les luttes de cliques qui traversent la sociale démocratie pour mieux faire passer la camélette du centralisme bourgeois.

Certes, le PCF pratique une certaine forme de centralisme mais là aussi bourgeois. Ce centralisme ne vise qu'à limiter les tiraillements dans la course des nouveaux bourgeois à la conquête de l'État capitaliste.

Si l'on examine comment

le PCF a redéfini sa position sur la force de frappe, on a un excellent exemple de violation du centralisme démocratique. Cela s'est-il fait sur la base de discussions dans les cellules, discussions alimentées par une situation, des idées nouvelles que les militants du PCF auraient décelées dans les masses ? Cela s'est-il fait à partir d'une discussion sur une nouvelle situation au niveau mondial, des nouveaux rapports de forces ? Non bien sûr, une fois encore c'est à la TV que les militants l'ont appris. Il apparaît dans ces circonstances que c'est plutôt dans sa tactique de renégociation du programme commun que ce tournant du PCF s'explique. Évacuer du débat avec le PS tout ce qui pourrait affaiblir le point sur lequel il veut concentrer ses forces : le nombre des nationalisations.

Fiszbin ne peut que masquer que son parti est devenu un parti bourgeois qui ne parle de centralisme démocratique que pour illusionner les travailleurs ; les dimensions internes du PCF se font de plus en plus voyantes cela n'ira qu'en s'accroissant !

François MARCHADIER

En bref... En bref... En bref... En bref...

Bataille pour le petit écran

Qui parle le plus à la télévision ? En ces temps de campagne électorale, la question est importante. Il y a quelques mois, la gauche avait lancé un «comité de contrôle des programmes de télévision», animé par la femme de Defferre, Edmonde Charles-Roux. Ce comité est aujourd'hui très discret, et c'est, une fois encore, le RPR qui est le plus virulent. Selon André-Guy Voisin, la télévision refuse de donner la parole aux prisonniers de guerre alors qu'elle la donne sans réserves à ceux qui sortent de prison, aux homosexuels, ou mieux aux anarchistes, comme Cohn-Bendit.

Ce député a demandé à ce que le temps de parole des hommes politiques soit comptabilisé, estimant que la gauche s'exprimait beaucoup plus souvent que la majorité.

La surenchère RPR continue

Multipliant les prises de positions, les déclarations de politique générale et les propositions de lois, le RPR continue à vouloir se mettre en avant de la majorité, tout en se démarquant bien de Giscard. Le dernier en date des projets du RPR concerne les rapatriés. Mario Bernard, député RPR du Var et «spécialiste» des rapatriés propose purement et simplement la suppression de la loi d'administration de 70, et son remplacement par une loi augmentant le plafond d'indemnisation, et assimilait cette indemnisation à une simple expropriation, avec les mêmes devoirs pour l'État.

L'argument favorable aux grands propriétaires partis d'Algérie en 1962, cette loi sera défendue «fermement» par le RPR. Mario Bernard affirme : «Nous dirons non à un texte gouvernemental qui serait en retrait de nos propositions.»

POLITIQUE

LE FACE-A-FACE BARRE-MITERRAND

A travers la presse

CONVERGENCES BARRE-MITERRAND ET PROBLÈMES INTERNES À LA GAUCHE



Plusieurs commentateurs ont relevé la convergence des projets de Barre et de Mitterrand. Ainsi Yann de l'Écotais, chroniqueur économique du «Figaro» écrit : «avons-nous eu l'impression que s'affrontaient les tenants de deux sociétés différentes ? Avons-nous eu l'impression qu'ils prônaient des politiques économiques fondamentalement différentes ? Avons-nous eu la conviction qu'ils agiraient, dans la conjoncture actuelle, de façons différentes ? Non, François Mitterrand voulait rassurer. Il y est parvenu». Tout au moins, il aura rassuré les lecteurs habituels du «Figaro».

Cependant, Barre a marqué un point en relevant les contradictions profondes existant entre le projet chiffré récemment publié par l'«Humanité» et les perspectives du parti socialiste ; pour le «Matin de Paris» proche du PS, «F. Mitterrand a été amené à affirmer que le PCF avait seulement chiffré le coût du «programme communiste» et non celui du programme commun et que les socialistes qui constituent «un grand parti» ne pourraient s'associer à cette manière de faire. Ils s'en expliqueront devant les communistes. Une brèche s'entrouvrait dans le front uni de la gauche. R. Barre ne demandait que cela».

Effectivement, l'«Humanité» de son côté, souligne implicitement les divergences, dans un article peu visible où le nom de Mitterrand ne figure qu'une seule fois : «C'est le programme -actualisé après accord- qui sera la charte de la gauche unie. Et c'est celle-ci que la gauche aura à

appliquer. Sans retard. Sans laisser de côté telle ou telle autre de ses parties (...)

Si les communistes espèrent contribuer au gouvernement de la France, s'ils s'efforcent dès aujourd'hui de montrer clairement ce qu'ils feraient demain, ce n'est certes pas pour imiter l'exemple du gouvernement social démocrate de la RFA».

Et le journal du PCF, histoire de répliquer à Mitterrand qui a qualifié hier son chiffrage du programme commun de «programme communiste», titre à la une sur «des chiffres conformes au programme commun».

Reste la question du rôle de Barre au sein de la «majorité» : il aura, certainement, marqué quelques points hier, en se montrant efficace face à Mitterrand. Jean d'Ormesson, dans le «Figaro» voit «dans cet homme comme un cocktail de Boudha un peu hilare, d'Oliver Hardy, de Battling Joe en caoutchouc, d'un bon élève un peu engraisé, avec un zeste d'Olivier Guichard -en à peine plus bavard».

Mais, pour ce journaliste, qui estime que «Barre a fait la preuve de ses capacités politiques» (...) il ne faudrait pas que la majorité s'imaginer que puisqu'elle a monsieur Barre elle n'a plus besoin de personne ni par exemple de monsieur Chirac».

En somme, si les difficultés de la coalition de gauche sont apparues lors de ce débat, celles de la «majorité» n'ont pas disparu pour autant.

Conseil politique du Centre des Démocrates Sociaux

LE «CENTRISME» EN ÉTAT DE DÉCOMPOSITION !

Week-end d'effervescence chez les groupuscules centristes : après le congrès radical, conseil politique du CDS ! Celui-ci promet, à qui veut l'entendre, une «surprise» extrêmement importante pour dimanche ! ... Il faut se rappeler que le parti dont est directement issu ce groupe, le MRP, a joué un rôle politique important pendant une longue période ; dans la lignée directe des «démocraties chrétiennes» européennes, le MRP sera l'un des principaux partis de la IV^e république.

Sœur de la «Démocratie chrétienne» italienne et du «CDU» allemand, la branche française de ces démocrates bourgeois ne connut pas le même avenir ; à cela, deux raisons majeures : d'une part, le développement important du mouvement gaulliste et la 5^e république eurent pour effet de marginaliser tous les mouvements centristes ; d'autre part l'aggravation des conditions de classes et l'existence d'un puissant parti révisionniste conduisit la bourgeoisie à reconstruire un grand parti social-démocrate, délaissant, du même coup, les partis centristes. La signature du programme commun ne fit qu'aggraver cette forte tendance.

De la même façon que leurs compères radicaux, les politiciens du CDS se sont raccrochés à une soi-disant «tradition». L'effervescence actuelle correspond à un débat précis : André Diligent le dit tout cru : «il s'agit de savoir si nous représentons un courant de pensée qui fait partie de l'histoire charnelle de ce pays et si nous entendons le maintenir ou devenir la succursale d'une autre formation politique quelle qu'elle soit». Mais il ajoute aussitôt : «Cela ne veut pas dire cependant que nous soyons en état de guerre». Le vice-président du CDS a du mal à cacher

l'impasse dans laquelle se trouve «l'histoire charnelle de ce pays». La réunion d'aujourd'hui est un ultime sursaut avant de se faire manger ; «notre rôle est d'apporter un supplément d'âme au-delà de la conjoncture». Pour cela, en s'inspirant du grand voisin RPR, le parti de Lecanuet met sur pieds une «plate-forme d'avenir» ; C'est cela la surprise ! C'est devenu une mode de faire des plate-formes stratégiques. Mais le RPR, après son offensive dans le parti radical, voudrait s'assurer des «bases» dans le CDS ; cela fait partie de sa plate-forme stratégique à lui ! Plus d'ailleurs dans la perspective d'un rassemblement oppositional à l'union de la gauche, qu'il dirigerait qu'à l'apport de quelques voix supplémentaires qu'il aura de toutes façons.

Le centrisme aujourd'hui marginal est en passe de devenir totalement inexistant. Son intégration nécessaire à la «majorité» ou à la gauche lui ôte toute raison d'être ; la bourgeoisie sous la pression de plus en plus puissante, des contradictions de classes, n'a plus la place, entre son visage de «gauche» et celui de droite, pour les «têtes neutres» !

O.L.

L'UTOPIE DES GAULLISTES «DE GAUCHE»

Réunis samedi et dimanche, les gaullistes «de gauche», ou plutôt certains d'entre eux, vont essayer de faire un nouveau pas sur le difficile chemin de l'unité, un chemin qu'ils cherchent à parcourir depuis des années maintenant. La division même de ces gaullistes était inscrite dans les motifs de leur adhésion «à la pensée du général» comme ils disent. Autour de quelques grands thèmes tels que l'indépendance nationale, la grandeur de l'impérialisme français ou la participation, De Gaulle avait su rallier à lui, pendant la Résistance et au-delà, des hommes aux intérêts fort divers. Même la SFIO, en 58, avait été effleurée par la tentation gaulliste, et des hommes aussi différents que Soustelle (jusqu'à la guerre d'Al-

gérie), Capitant, Hamon (qui se sont toujours dits de gauche), ou Pompidou, se sont battus sous la même bannière.

La faillite du système et du modèle gaulliste, le départ du pouvoir, la mort de De Gaulle, tout ces éléments ne pouvaient que faire éclater «les gaullistes». Certains ont cherché à s'adapter à la nouvelle situation politique, et Pompidou tenta, pendant son bref passage au pouvoir, une espèce d'amalgame entre les nouvelles nécessités de l'impérialisme français et les principes gaullistes. D'autres, comme Chirac, ont carrément renoncé dans les faits à cette orthodoxie gaulliste. Enfin, un courant, très minoritaire, continue à s'accrocher à une «certaine con-

ception de la France», celle de De Gaulle. La nature même de l'adhésion au projet gaulliste ne pouvait qu'aboutir à un éclatement, à un processus de groupuscularisation de ces derniers. C'est ce qui se passe depuis des années.

Des personnalités, telles que Léo Hamon (élu à Paris sur une liste de gauche) ou Charbonnel, maire de Brive, s'éloignent ou se rapprochent des tenants du programme commun, selon les circonstances et la situation. Des organisations se créent, comme le «Front des Progressistes», d'autres comme l'UJP, penchent tantôt à droite, tantôt à gauche (comme c'est plutôt le cas en ce moment) ou recherchent parfois un hypothétique «ailleurs», à l'instar de

Jobert. Le résultat de cette instabilité congénitale, c'est l'échec de la tentative de regroupement de ce week-end. A l'origine, il s'agissait ni plus ni moins d'un «congrès d'unification des gaullistes de gauche», unification nécessaire pour pouvoir former la quatrième composante de «l'union de la gauche». Le «Front Progressiste», qui organise la réunion, s'est vu démenti par son chef de file, le général Binoche. Léo Hamon, président de «l'Alliance d'Initiative Républicaine et Socialiste», ne sera là qu'en qualité d'observateur, de même que l'amiral Sanguinetti. Décidément, les «vrais» gaullistes continuent à vivre dans le rêve d'une période révolue, rêve impossible d'unification...

LA BOURSE CONTENTE DU DÉBAT

La Bourse a accueilli très favorablement le débat d'hier soir. Rassurée par la courtoisie du débat, et plus encore sur les points de convergences qui s'en sont dégagés, les valeurs ont progressé en moyenne de 3,9 % en début de séance hier.

COUP DE TÉLÉPHONE

Dès la fin du débat, Giscard a téléphoné à son premier ministre pour «le féliciter de la clarté de sa démonstration et pour la dignité du débat».

Autres réactions : celle de Chirac : il estime que Barre «grâce à ses qualités économiques a démasqué avec talent le caractère trompeur et dangereux du programme commun. La majorité a aujourd'hui de forte chance de remporter les législatives». Soisson, secrétaire des RI, qualifie Mitterrand de «politicien qui fut habile en d'autres temps». A l'inverse, Defferre pense que «François Mitterrand fut aussi compétent que le premier ministre sur le plan économique, et supérieur sur le plan humain et politique». Enfin, Georges Séguy estime que «le débat n'est pas apparu à la hauteur des sentiments de mécontentement et de la combativité qui anime les travailleurs».

LUTTES OUVRIÈRES

Imprimerie Saint-Martin : 200 F d'augmentation en 36 heures

L'imprimerie St Martin à Asnières, avec quelques autres se partage le monopole de la fabrication des affiches publicitaires que l'on voit dans le métro. Un gros marché, donc. Une autre caractéristique de cette imprimerie, ce sont les salaires particulièrement bas. Ainsi, un receveur de moins de 18 ans y gagnait jusqu'ici 7,50 F de l'heure. Jusqu'à il y a quelques jours, l'idée qu'il n'était pas facile de faire céder le patron, prévalait. Puis, il y a quatre jours, les travailleurs apprenaient que leurs camarades de l'imprimerie Montrouge étaient en lutte. Ils décidaient de s'y mettre aussi. Le patron de choc se voyait alors obligé de revenir en catastrophe du festival de Canne. Au bout d'un jour et demi de grève, il lâchait une augmentation moyenne des salaires de 200 F ! Certains travailleurs obtiennent 500 F d'augmentation ! Cette victoire est de taille quand on sait de plus qu'il n'y avait pas eu de lutte depuis 9 ans ! Forts de ce recul important, les travailleurs se sont syndiqués en masse, moyen d'arracher d'autres victoires. En une journée, 25 sur 80 se sont syndiqués !

Après la reprise, les travailleurs de St Martin, ont appris que leurs camarades de Montrouge qu'ils croyaient en lutte (une des raisons de leur mouvement) ne l'étaient finalement pas ! Ils vont s'y mettre lundi !

Fould Springer : 9,5% d'augmentation

Brillamment, les travailleurs et travailleuses de la société Fould Springer (Levures) à Maisons-Alfort dans le Val de Marne, viennent de montrer qu'il est possible d'imposer des reculs importants au patronat et bien au delà des 6,5 % « autorisés » par Barre. Ils viennent en effet d'arracher une augmentation salariale pour tous de 9,5 % ! En outre, ils obtiennent une revendication que le patronat, depuis des années, même en période d'expansion, a toujours, à quelques exceptions près, refusé de satisfaire : la cinquième semaine de congés payés !

Le tout a été obtenu en huit jours sans grève totale, uniquement par des débrayages quotidiens d'une demi-heure pendant la période pré-citée. Enfin, et c'est aussi ce qui fait une victoire totale, la totalité des jours de grève sont payés. Il va sans dire que cette grève larvée était une grève d'avertissement, les travailleurs faisant clairement comprendre qu'en cas de non satisfaction du cahier revendicatif rapidement, la grève aurait pu prendre une autre forme. Voilà ce que le patron a voulu éviter. Voilà une tactique de lutte, suivant les situations, qui peut s'avérer payante, les travailleurs de Fould Springer viennent d'en fournir la démonstration !

Pfizer (Massy) : congés payés, réduction d'horaire sans perte de salaire... victoire totale

Les travailleurs ont gagné ! En début de semaine, ils ont repris le travail après deux semaines et demi de grève totale. Ils ont obtenu la garantie de l'échelle mobile, une réduction d'horaire sans perte de salaire (les 36 heures pour les 4x8, 38 heures pour les 3x8, 39 heures pour les 2x8), une augmentation des congés payés (4 semaines plus 7 jours fériés, une journée de pont, trois ou cinq jours suivant l'ancienneté) quatre embauches définitives de travailleurs sous contrat à durée limitée et trois autres postes à l'étude. En outre, a été obtenue une prime de vacances (740 F plus 390 F par enfant), le paiement des six jours de grève et la récupération des autres. Cette première victoire, les grévistes de Pfizer l'ont obtenue parce qu'ils sont restés tous unis et résolus ; elle montre qu'il est possible de gagner malgré le plan Barre !

Corr. Massy

LES POSTIERS D'AUXERRE DANS LA RUE

Mercredi, en début d'après-midi, une forte délégation de postiers du centre de tri et du bureau central d'Auxerre ont manifesté sous les fenêtres de la direction départementale pour réclamer l'augmentation des effectifs et l'amélioration des conditions de travail. Ils exigent en outre le comblement immédiat

des emplois vacants et la création d'emplois supplémentaires pour faire face aux nécessités du service. Les postiers d'Auxerre ont reçu un chaleureux accueil de la population, notamment par la signature massive d'une pétition appuyant les légitimes revendications des grévistes.

Berger Levrault

UNE PREMIERE AUGMENTATION DE SALAIRE

Les travailleurs s'interrogent sur la conduite de la lutte

Alors que les grèves tournantes n'avaient apporté aucun résultat, les deux jours de grève avec occupation qui viennent de se dérouler ont obligé la direction à revoir quelque peu ses positions. Vendredi soir, elle proposait 15 centimes d'augmentation horaire ; proposition inacceptable refusée par les grévistes qui commençaient alors à envisager sérieusement de bloquer les portes de l'usine le

lundi matin. La direction l'a bien compris : face à la mobilisation des grévistes jeudi et vendredi derniers, le risque était grand d'un blocage complet de la production si un accord n'était pas signé le week-end. C'est pourquoi la direction convoquait les délégués samedi à 14 heures pour négocier sachant qu'à ce moment-là, la majorité des grévistes étaient à la maison.

Au bout de cinq heures de négociations, un accord est conclu : 3,75 % d'avance sur indice qui se partage en 2,50 % le 1^{er} mai le tout calculé en augmentations uniformes sur la base du point 130, 20 centimes d'augmentation horaire pour les salaires inférieurs à 11,60 F, 1/4 d'heure de réduction d'horaire le 1^{er} septembre, une 1/2 heure le 1^{er} janvier 78 et, une prime de 50 F par enfant accordée une seule fois, gréviste ou non. Le samedi soir à l'annonce de cet accord, la déception est grande, certaines réactions de colère éclatent à l'adresse des délégués CGT : « On ne veut pas reprendre avec des miettes ; pour 36 h de grève, c'est vraiment peu. Pourquoi avez-vous signé cet accord sans consulter l'ensemble des grévistes ? »

Les délégués CGT présents aux négociations tentent bien d'expliquer que : « De toute façon, on n'aurait rien obtenu de plus et que les élus ont pris leurs responsabilités », mais ces arguments ne convaincront pas beaucoup. Devant le

mécontentement général, la CGT décide alors de convoquer l'ensemble du personnel gréviste ou non en réunion par atelier pour voter pour ou contre la poursuite du mouvement ! Personne ne comprend ce vote : « Maintenant la reprise est faite, il est bien temps de nous demander notre avis ». Le délégué syndical propose alors de transformer ce vote en vote de confiance vis-à-vis des délégués (on se croirait au Parlement). Le vote se fait dans la plus grande confusion et on ne donnera même pas les résultats. Un certain nombre de questions seront abordées : « Pourquoi avoir accepté de négocier un samedi après midi ? Pourquoi avoir accepté une prime par enfant qui récompense les non grévistes ? Pourquoi n'avoir pas demandé plutôt le paiement des jours de grève ? Quelle aide le syndicat envisage-t-il d'apporter aux grévistes ? Pourquoi ne pas supprimer le bal du comité d'entreprise dont la direction se sert pour rehausser son image sociale et distribuer cet argent aux grévistes ? »

L'existence s'affirme alors d'un contrôle de la grève par l'ensemble des travailleurs : « On nous a consulté pour commencer cette grève, il était normal qu'on nous consulte pour la reprise, c'était à nous de décider ».

Cette grève a eu des aspects positifs ; de toute façon le premier c'est l'unité qui s'est faite autour des plus exploités, partant de la revendication la plus posée par les ouvriers des presses offset (50 centimes), l'idée de l'augmentation uniforme a progressé dans tous les ateliers et dans la section CGT, s'opposant à l'augmentation en pourcentage qui avance les gros salaires, les cadres, ceux qui ne font jamais grève. Un autre aspect positif ce sont les formes d'actions offensives rassemblant la masse des grévistes (grève sur le tas, cortège dans les ateliers, visites de l'usine, occupation des locaux) et qui ont permis de rallier la majorité des travailleurs à la lutte.

La direction a dû accorder

Correspondant Nancy

Schlumpf (Malmerspach)

UN TACOT D'OCCASION INCENDIÉ AU COURS D'UNE MANIFESTATION Avec le bon souvenir des 450 licenciés...

Le préfet du Bas-Rhin, le gouvernement, les notables locaux pensaient sans doute que la colère était retombée chez les ouvriers licenciés de la filature Schlumpf de Malmerspach. Mais les 450 licenciés se sont rappelés à leur bon souvenir jeudi après midi d'une manière qui a dû faire passer quelques frissons de dépit et d'horreur dans le dos des frères Schlumpf, toujours à l'abri dans leur gentilhommière suisse : ils ont mis le feu à un tacot de la collection privée des deux patrons alsaciens. Non pas une des ces « Bugatti » aux chromes étincellants que continuent de « séquestrer » les travailleurs dans le musée de Mulhouse, mais une « Voisin » en cours de rénovation dans les ateliers secret jouxtant la filature de Malmerspach. Un joli feu de joie sur la place centrale de

Thann au cours d'une manifestation qu'avaient organisée les ouvriers de la filature. Dans l'entreprise de dépeçage de l'ex-groupe Schlumpf engagée par le patronat textile, les 450 de Malmerspach font figure d'« exclus ». Depuis le début de la mise à mort en septembre dernier du groupe lainier alsacien, ceux de Malmerspach se sont entendus dire sur tous les tons que leur usine était la plus vétuste du groupe et qu'elle était définitivement condamnée...

Les travailleurs de Malmerspach sont venus rappeler jeudi qu'ils ne l'entendaient pas de cette oreille et qu'ils avaient sous la main, grâce au « trésor » qu'ils détiennent au musée de Mulhouse, des réserves suffisantes pour que la bourgeoisie s'active à rechercher une solution.

Coordination des comités
F.P.A. DES BRETAGNE

LA PLATE-FORME RENDICATIVE EST ÉTABLIE

Les comités syndicaux des centres FPA de Bretagne se sont réunis samedi dernier en coordination régionale à Brest. Étaient présents des délégués de Brest, Quimper, Morlaix, Rennes et St Brieuc. Certains de ces comités sont des sections syndicales, d'autres regroupent des stagiaires syndiqués ou non.

Les délégués ont établi une plate forme revendicative après avoir fait le tour des difficultés auxquelles ils sont confrontés. Parmi celles-ci, les salaires dérisoires pour certains (450 F par mois pour les jeunes de moins de 18 ans en pré-formation, 90 % du SMIC pour la plupart), la répression (à St Brieuc, par exemple, les mises à pied ne sont pas exceptionnelles ; récemment un stagiaire qui venait de passer son épreuve de fin de stage a été recalé à la suite des pressions directes exercées sur le jury par un professeur avec qui il s'était « disputé », lui reprochant ses idées racistes).

La plate forme revendicative est la suivante :

des augmentations non hiérarchisées et revaloriser en priorité les bas salaires. Un autre aspect positif aussi, c'est cette exigence de démocratie affirmée dans la lutte. Ce qui est nécessaire maintenant, c'est de s'appuyer sur les acquis positifs de cette grève pour renforcer la section CGT sur une base de lutte de classe, en faire un outil de lutte efficace au service des plus exploités contre la crise, contre le plan Barre.

Tirer les leçons de cette grève, c'est aussi réfléchir aux obstacles qui empêchent nos luttes d'aboutir aujourd'hui ; Peut-on faire échec au plan Barre en allant à la bataille isolé ? Nous, nous venons d'en faire l'expérience à Berger-Levrault. Pourquoi ces journées d'action à répétition, secteur par secteur ? Pourquoi une journée de labeur une semaine avant la grève générale du 24 ?

Voilà des questions auxquelles il faut répondre !

LUTTES OUVRIÈRES

Après la journée d'action
du 12 à Usinor-Thionville«IL EST URGENT QUE S'IMPOSE
L'ESPRIT D'OFFENSIVE»

Ce sont environ 1 000 sidérurgistes qui ont répondu à l'appel d'une nouvelle journée d'action proposée par la CFDT, à laquelle s'était ralliée la CGT à Usinor-Thionville. «On est moins nombreux que le 6», voilà la remarque que tout le monde faisait en sortant en manifestation le 12 mai à 10 heures. Certes, «Force Ouvrière», qui avait décidé de «réserver sa participation» ne s'était pas finalement associée à cette journée et un certain nombre de travailleurs étaient en repos ou en chômage partiel, mais cette différence importante de la mobilisation ne peut se limiter à ces seules explications.

Le 6 mai avait fait la preuve de la grande combativité des sidérurgistes d'Usinor. Ainsi, le meeting initialement prévu dans l'usine, devant les bureaux de la direction, avait été suivi, au grand désarroi des gens du PCF, par une manifestation et le blocage de l'autoroute et des principaux axes routiers pendant près de deux heures à Thionville. Alors, chez la grande majorité des sidérurgistes, on était conscient qu'il fallait passer un cran au-dessus, on ne pouvait plus s'en tenir aux éternels défilés et meetings de protestation. «Les travailleurs de l'usine de Thionville, conscients de la situation favorable créée par l'arrêt du haut-fourneau 4 de Dunkerque, veulent généra-

liser l'action», devait souligner la section CFDT d'Usinor-Thionville. Cet esprit d'offensive de la CFDT n'était pas sans gêner la direction CGT. Dans un de ses communiqués passés dans le «Républicain Lorrain» du 18 mai, après avoir rappelé «qu'elle représentait la majorité des forces syndicales de l'usine», elle semblait s'étonner «que certains préfèrent des actions plus spectaculaires». La journée du 6 avait révélé que cette volonté «d'aller plus loin» n'était pas sans écho dans ses propres rangs. Voilà qui explique certainement le ton de la conclusion de ce communiqué : «La CGT condamne les agissements irresponsables de quelques-uns, car ces agissements

sont contraires aux intérêts des travailleurs. L'action est arrivée à un tournant important ! La CGT n'est pas prête à faire des concessions sur le fond qui entraîneraient les travailleurs à l'aventure et à des actes irresponsables». La CGT se gardait bien de préciser concrètement quels étaient donc ces «agissements irresponsables», et pour cause... Mais le 12 mai, CGT et CFDT — si elles s'étaient mises d'accord sur le principe de la journée d'action — par contre, elles étaient en total désaccord sur la forme et le contenu de cette dernière.

«ASSEZ DE CINÉMA !»

La façon dont s'est déroulée cette journée du 12, n'a pas été sans laisser amers un certain nombre de sidérurgistes : «On s'est moqué de nous» devait s'écrier un jeune aciériste après l'appel de la dispersion. Que s'est-il donc passé ? Il s'agissait de sortir par le portier 1, devant les grands bureaux, et après avoir longé l'usine, de nouveau rentrer dans l'usine par un autre portier pour procéder à la «pose symbolique de la première pierre de la nouvelle aciérie». A 6 h, après avoir forcé les grilles du portier 1 — que la direction voulait maintenir fermé — déjà des responsables CGT se sont fait apostropher : «On ne va pas se contenter d'une ballade autour de la boîte, il faut aller en ville ! Il faut bloquer les routes, les voies ferrées...» Les remarques, les idées s'accumulaient... alors le défilé s'ébranla quand même jusqu'au centre-ville sous les encouragements des autres travailleurs et de la population. Et l'autoroute sera de nouveau bloquée pendant moins d'un quart d'heure. Après ces «concessions», les dirigeants CGT, renforcés par de nombreux militants du PCF emmeneront les travailleurs à la «pose de la pierre». Mais pour cette «action de choc», les sidérurgistes, petit à petit, verront leurs rangs se clairsemés et ne se retrouveront plus qu'à 200. A la fin de la manifestation, on assistera à une bataille de mots d'ordre, à «Union, Action, Nationalisation» lancé par le haut-parleur de la CGT, des dizaines de sidérurgistes répliqueront par «Union, Action, Occupation !» et «De Thionville à Dunkerque, le 17 tous en grève !». Mais le moral n'y était plus.

Après l'intervention seule de la CGT, c'est sous les applaudissements que le secrétaire de la section CFDT



devoir s'élever «contre tout ce cinéma», cette «manifestation enterrement». Après avoir rappelé les dernières actions des sidérurgistes d'Usinor, il stigmatisait «l'attitude unitaire des responsables CGT».

conséquence. Leur tactique est claire : ils misent tout sur 78 et d'ici là il ne faut rappeler les dernières actions des sidérurgistes d'Usinor, il stigmatisait «l'attitude unitaire des responsables CGT».

et électrique, à la traction et au haut-fourneau. Le lendemain, les aciéristes du Thomas arrêtaient le travail pendant 24 h... Cet échec du 12 n'est donc pas le révélateur d'une éventuelle baisse de combativité des travailleurs, mais il a mis à jour la volonté des dirigeants du PCF et de la CGT d'éviter «tout débordements».

«Recrutons de suite
gestionnaires compétents.
S'adresser
PCF-Thionville»...

«Non au gâchis, non au gaspillage économique». Tels sont les leitmotiv, depuis des semaines, des interventions des révisionnistes. «La preuve est faite de l'incompétence du patronat dans la gestion de la sidérurgie, il est temps qu'ils passent la main». Voilà ce qu'on pouvait entendre le 12, après la pose de la première pierre de l'aciérie à Usinor. Pour la «gestion compétente» dont nous parle le PCF, «il sera important d'utiliser à fond les compétences créatrices des cadres». Ainsi s'explique après la venue de Le Guen (UGICT), l'offensive en direction des cadres à la veille de la journée du 12. La CGT d'Usinor invitait ces derniers à «engager un dialogue permettant de confronter les idées et de dégager une ligne de conduite».

Tout le long de la manifestation du 12, trois jeunes cadres du PCF tentaient de placer leurs cartes. Sans succès. «Les communistes de Moselle font du renforcement du PCF l'axe prioritaire de tous les efforts. Il nous faut, et vite, un parti capable de maîtriser les nouvelles responsabilités qui lui incombent (...) mais aussi capable de maîtriser la situation pour gagner 78 et tenir alors toute sa place». Cette déclaration de Buchmann, secrétaire fédéral de Moselle du PCF, a au moins le mérite de la franchise.

«Si malgré notre bataille contre le non démantèlement des installations et de la diminution de la durée du travail, le patronat contraignait les travailleurs à des mutations, nous demanderions le maintien des avantages acquis», déclaraient les responsables CGT après la présentation du plan patronal sur les mutations lors de la dernière réunion paritaire à Paris. Le plan prévoit 3 à 4 000 mutations. On freine la lutte et on prépare les concessions en cas d'échec... Ces mutations avant 78 n'arrangeraient-elles pas les tenants du «programme commun» ?

«IL FAUT RENVERSER
LA VAPEUR»

«Ils jouent les pompiers, non pas à la lance à incendie — ils ne peuvent tout de même pas franchement dévoiler leur tactique — mais en jouant les coupe-feu, en proposant des actions symboliques sans

ne sommes pas prêts à nous faire rouler. Nous n'oublions pas ce qui s'est passé aujourd'hui».

Les postes d'après-midi et de nuit, dès le 10 mai, s'étaient mis en grève dans de nombreux services, notamment à l'aciérie Thomas

«Lors de la grève du Thomas, ils ont fait la coulée «en fausse» au haut-fourneau. Je n'ai jamais vu cela, c'est une mesure exceptionnelle. Cela confirme qu'avec les problèmes qu'ils ont à Dunkerque, ils ont un besoin impératif de Thionville. Cela confirme notre analyse que le mois de mai est décisif, on ne doit pas rater le coche, sinon...» Cette remarque d'un syndicaliste CFDT pose bien le problème. C'est ce qu'exprimait après la manifestation du 12 un vieux sidérurgiste en colère : «Si on occupe pas avant quinze jours, on est foutu !»

Pour le 17 mai, la CFDT a lancé un mot d'ordre de grève générale sur tout le groupe Usinor ; la CGT d'Usinor-Thionville, du bout des lèvres, s'y est ralliée. Il est impératif qu'à l'occasion de cette journée la voie de la lutte s'affirme. A Sollac, à Sacilor... les sidérurgistes ont les yeux braqués sur Thionville «si on ne démarre pas les premiers, ils ne partiront pas de sitôt dans la bagarre».

D'autre part, un échec sur Thionville, si la volonté de riposte ne trouvait pas de débouché pèserait bien lourd lors des batailles sur Sollac et Sacilor.

Correspondant Thionville

Bertel (Sotteville-les-Rouen)

CONTRE TOUTES
LES NOUVELLES
ATTEINTES AUX
LIBERTÉS
SYNDICALES

Après l'évacuation par la police le mardi 10 mai, des grévistes de l'usine textile Bertel, en occupation depuis le 13 avril, la direction faisait parvenir aux travailleurs en lutte, une lettre leur signalant son intention d'engager à leur rencontre une procédure de licenciement. Mais devant la situation actuelle, elle décidait leur mise à pied immédiate. La riposte fut rapide, les travailleurs refusaient de poursuivre les discussions du cahier revendicatif, tant que cette mesure de mise à pied, qui est une atteinte sans précédent aux libertés syndicales, n'était pas annulée.

Sur le plan judiciaire, le tribunal de grande instance de Rouen a rendu ses ordonnances dans les deux référés ; dans la première instance, où la direction demandait une provision de 1 000 F pour «entrave à la

liberté du travail et perte de clients», le tribunal a estimé que les représentants des travailleurs de Bertel n'avaient pas lieu de verser une provision ; dans la seconde instance, les non-grévistes sont déboutés de leur demande de versement de leurs salaires par les grévistes, ce sont les non-grévistes qui devront payer les frais du procès.

Des points d'accord semblent être acquis, tel que le doublement de la prime de vacances à l'échéance de juin, soit une augmentation de 360 F et l'obtention d'un contrat pour les travailleurs immigrés. Le dernier coup bas de la direction a renforcé la détermination des travailleurs de Bertel de poursuivre la lutte jusqu'à la satisfaction des cahiers revendicatifs.

Yvon DARCQUES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Rouen : Saint Sever sur le chantier de Coignet un travailleur trouve la mort

Le mardi 10 mai, sur le chantier Saint-Sever à Rouen, un jeune travailleur de 25 ans de l'entreprise Coignet a trouvé la mort par la chute d'un plafond de béton fraîchement coulé, où l'on avait déposé des poutres. Un accident ne serait sans doute jamais arrivé si toutes les mesures de sécurité avaient été prises. Il y a trois semaines, les travailleurs de cette entreprise du bâtiment avaient fait grève pour exiger une plus grande sécurité et dénoncer les longues journées que la direction leur a imposées. A la suite de cet accident, les travailleurs accusent les profits qui passent avant les vies humaines et réclament que toute la lumière soit faite sur l'accident de mardi.

Ce patronat du bâtiment qui refuse de mettre en place des comités d'hygiène et de sécurité dans les grands chantiers, alors que la construction est la profession qui détient le record des accidents mortels : 4 morts par jour, c'est aussi ce patronat du bâtiment et des travaux publics qui est intervenu pour le maintien de l'application de la loi du 9/11/1947 qui interdit la mise en place de comités d'hygiène et de sécurité élus des travailleurs et qui auraient le moyen de faire arrêter le chantier en cas de danger immédiat. Devant cette situation, les travailleurs de Coignet Saint-Sever ne veulent plus que d'autres ouvriers du bâtiment trouvent la mort sur les chantiers et sont décidés à se battre.

Bureau de Presse de Rouen

Rhône-Poulenc récidive

Le 27 avril et le 2 mai, des accidents s'étaient produits à l'usine Rhône Poulenc de St Fons, occasionnant à chaque fois une grave pollution. Jeudi, trois mille cinq cents litres de solvant se sont écoulés d'une citerne et ont envahi une rue de St Fons. Les pompiers ont arrosé la nappe de ce solvant très dangereux de mousse ce qui a empêché un incendie. Trois accidents en trois semaines, c'est beaucoup pour la même usine, mais cela ne semble inquiéter ni la direction, ni le préfet du Rhône qui n'ont pris aucune mesure. Attendent-ils une catastrophe meurtrière ?

Capitaine de CRS réintégré

Le capitaine de CRS, Rude, muté par Poniatowski à Annemasse parce qu'il s'opposait à la réforme du statut de la police a été réintégré à Paris «pour pouvoir exercer son mandat syndical». Rude est en effet secrétaire général du syndicat des commandants et officiers CRS. Bonnet a été contraint de céder aux syndicats de CRS. Cette affaire est un épisode de la lutte que se livrent les partis de gauche et de droite pour la police. La gauche a marqué un point, quant aux travailleurs en lutte de la région parisienne ils auront gagné la possibilité de se faire matraquer par un CRS de gauche.

Place des Fêtes Avenir : on continue !

Suite à l'incendie criminel qui a ravagé en partie la maison du quartier au 46 rue du Pré St-Gervais, dans le 19^e, mettant en péril la vie de quatre enfants, nous continuons d'assurer les activités (boutique de droit, boutique santé, groupe femmes, groupe musique, groupe bio) malgré la menace d'expulsion par les promoteurs de la SAGI. C'est pour cela qu'avec Place des Fêtes Avenir, les différents groupes du 46 appellent les gens du quartier à un rassemblement devant l'immeuble dimanche 15 mai à 11 h, munis de pinces et peinture, masques, musique, lessive, éponges, pour réclamer le maintien du 46 ou d'un autre lieu équivalent jusqu'à l'obtention d'une réelle maison de quartier.

P.F.A.

Pour quelques panneaux de moins

Le conseil municipal de Paris a décidé de demander à la société Decaux de limiter le nombre des panneaux publicitaires qu'elle doit implanter à Paris, il devait y en avoir 175, il y en aurait 50 de moins. Plusieurs associations de défense de l'environnement ont attaqué le contrat passé entre la Ville de Paris et la société Decaux devant le tribunal administratif.

ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA JUSTICE AU QUOTIDIEN

A l'initiative du Syndicat de la Magistrature se tiennent samedi et dimanche les états généraux de la justice au quotidien, 6 rue Albert de Lapparent Paris 7^e. La justice au quotidien est celle dont on ne

parle pas mais qui pourtant concerne le plus grand nombre d'entre nous. Ce n'est pas celle qui fait les délices de la presse à sensation, celle des grands procès d'assises. Mais celle qui autorise saisies et expul-

sions en série, celle qui fait rentrer l'argent dans les caisses des sociétés de crédit ou des compagnies d'assurance. Alors qu'on entend beaucoup parler du procès Mesrine actuellement, que des articles com-

plaisants sont consacrés à ce tueur sans scrupule, à ce proxénète doublé d'un tueur, devenu le vedette de la presse bourgeoise déjà prête à l'absoudre, il n'est nullement question des escroqueries légales des compagnies d'assurances.

Ainsi la partie la plus importante de la justice de classe est passée sous silence. De ce silence, le Syndicat de la Magistrature voudrait l'en sortir. C'est pourquoi, en collaboration avec plusieurs organisations CGT, CFDT, syndicat des avocats de France, Union fédérale des consommateurs, confédération syndicale du cadre de vie... il tient ces assises du cadre de vie. Y seront débattues notamment les questions du logement social, du droit des consommateurs, de la délinquance quotidienne et de sa répression.

Cette initiative est intéressante et prometteuse, parce qu'elle va faire sortir de l'ombre tout un pan de la justice répressive quotidienne et parce qu'elle peut être le point de départ de luttes nouvelles contre cette justice.

S.L.



Mobilisation populaire contre les saisies

Giscard et l'architecture à la française

Individualiser

«Nous sommes un peuple à tempérament individualiste ce qui ne veut pas dire que la solution soit dans la maison individuelle, mais que le logement en France doit refléter la préférence, le particularisme et le désir de se singulariser de l'individu».

La philosophie présidentielle s'est enrichie jeudi d'une nouvelle réflexion sur l'architecture. Giscard d'Estaing, inspiré par les maquettes des neuf architectes lauréats du concours officiel de l'architecture a défini ce qu'il pense devoir être l'architecture «à la française» : acceptation de la diversité régionale, continuité de l'architecture dans l'espace et dans le temps et individualisation.

De déclaration en déclaration se précise la nouvelle orientation capitaliste en

matière d'urbanisme et d'architecture.

Reprenant apparemment en compte des revendications formulées par les habitants des grands ensembles, le pouvoir se prononce contre les grandes tours, les barres, les ensembles massifs et monotones, il annonce un nouvel urbanisme fait de diversité, de respect du cadre de vie, d'harmonie...

A un urbanisme qui engendre la révolte, impossible à contrôler efficacement, le pouvoir voudrait substituer un urbanisme qui individualise, qui fasse oublier au travailleur, locataire ou propriétaire l'exploitation dont il est victime, qui lui donne l'illusion d'être «chez lui» et qui prévienne l'organisation collective sur le lieu d'habitation.

17 MAI JOURNÉE FACULTÉ MORTE A JUSSIEU

Le collectif intersyndical sécurité des universités Paris 6 et Paris 7 organise deux journées d'action les 16 et 17 mai pour obtenir que les travaux nécessaires soient engagés dans les locaux universitaires contre la pollution résultant des bâtiments floqués à l'amiante.

Le 16 mai un meeting aura lieu à 12 h amphi 34 B. Le 17 mai, ce sera la journée «faculté morte», pour laquelle le personnel est appelé à ne pas entrer dans le campus.

Menace d'expulsion d'un étudiant libanais

PREMIER PAS VERS L'INTERDICTION DE L'UGELF ?

Le 10 mai dernier, M. C. Malakhia, étudiant libanais en sixième année de médecine à la Timone comparaisait devant la commission des expulsions. Dans la notification envoyée par la police, Ch. Malakhia apprenait qu'il était «défavorablement connu des services de police depuis juin 1972» et qu'il lui était reproché de «s'être livré à des violences réciproques dans la rue le 19 mars dernier».

En tant que progressiste libanais, M. Malakhia, ainsi que d'autres ressortissants libanais, avait protesté auprès du consulat libanais à Marseille contre l'agression israélienne sur le Nord du Liban en juin 72.

Quant aux «violences réciproques», la police française reproche en fait à M. Malakhia de s'être défendu le 19 mars dernier lorsque, avec un groupe de jeunes étudiants libanais, il a sauvagement été agressé par un groupe de fascistes français et libanais, dans un café près du CHU de la Timone. Le chef de commando très bien armé (matraques, poignards, clefs à molettes et bombes à la xylocaïne) n'a même pas hésité à décliner son grade d'officier de l'ar-

mée libanaise ! Une telle attitude des fascistes libanais montre clairement qu'ils se sentent en pays ami. La suite l'a confirmé : le 30 avril dernier, le parquet a conclu un non-lieu dans l'agression du 19 mars et l'officier fasciste est tranquillement reparti au Liban ou ailleurs sans attendre le jugement, alors qu'une plainte était portée contre lui. En voulant expulser l'une des victimes, la police et le gouvernement français montrent bien pour qui la France est «une terre d'asile».

La commission des expulsions fonctionne selon une procédure bien particulière. Elle donne un avis consultatif, mais elle ne le rend pas public, il n'est donc pas possible de savoir quelle décision elle suggère au ministère de l'Intérieur. Celui-ci de toute façon peut prendre la décision d'expulsion quand il veut, et tenir compte ou non de l'avis de la commission des expulsions. C. Malakhia risque donc d'apprendre son expulsion d'un jour à l'autre. Il importe donc d'être particulièrement vigilant pour empêcher l'expulsion de C. Malakhia.

Le pouvoir blanc et l'anti-apartheid

LA POLITIQUE AMÉRICAINE ET SES RACINES EN AFRIQUE DU SUD

Le plus gros capitaliste d'Afrique du sud, le propriétaire des mines de diamants, Harry Oppenheimer, président de la puissante compagnie qui a notamment le monopole mondial de la commercialisation du diamant critique l'Apartheid.

Selon lui, les investissements étrangers nécessaires à la reprise économique en Afrique du Sud ne reviendront en Afrique du Sud que lorsque les inquiétudes seront levées. «Elles ne peuvent être éliminées que par une action dans le domaine politique». Les investissements veulent savoir «si nous sommes capables de donner une preuve de notre capacité et de notre volonté d'éliminer les revendications et le mécontentement qui se trouvent à l'origine des manifestations et émeutes dans les zones noires des principales villes. Si les émeutes de Soweto ont servi à dissiper l'idée (que l'apartheid résoudrait

les problèmes raciaux) elles n'auront pas eu lieu en vain».

Les positions d'Oppenheimer ne sont pas nouvelles, mais elles prennent d'autant plus de poids qu'elles rejoignent la position américaine. Elles apparaissent comme une alternative à l'établissement raciste que les USA traitent avec le plus grand

mépris. Ainsi le représentant noir, des USA à l'ONU, Young, a refusé de rencontrer officiellement les responsables gouvernementaux. Il ne veut faire qu'une visite «privée» au cours de laquelle il a annoncé son intention de se rendre à Soweto. Il trouve en Oppenheimer un allié de grande influence. Si les points de l'apartheid sont comptés,

les États Unis comptent bien avec Oppenheimer prolonger la vie du pouvoir blanc.

SOWETO EN ÉTAT DE SIÈGE

La ville noire de Soweto est de nouveau en état de siège parce que des manifestations sont annoncées à l'approche du premier anniversaire du soulèvement. Le lycée Orlando s'est brusquement vidé, 900 élèves ont quitté les cours en signe de protestation contre l'enseignement en Afrikaan.

QUATRE MINEURS NOIRS SONT MORTS

à la suite d'un incendie dans une mine d'or à Welkom au centre du pays.

LES MÉSADVENTURES DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE : FORD REFUSE DE FERMER SES ENTREPRISES D'AFRIQUE DU SUD

En principe, les États-Unis doivent cesser tout investissement en Afrique du Sud. Déjà, General Electric et Westinghouse avaient refusé ce boycott. Les actionnaires de Ford ont rejeté à 98 % des mandats: une motion demandant le retrait des entreprises de la firme d'Afrique du sud. Le patron Henry Ford II a déclaré qu'il n'avait rien contre la politique raciale de l'Afrique du sud: «Ford pense qu'il fait beaucoup plus pour l'égalité raciale... en restant en Afrique du sud pour donner du travail et améliorer les conditions de ses employés qu'en stoppant ses activités... et ses profits!

INTERDICTION DE 4 MEETINGS SUR LA LUTTE DU PEUPLE SAHRAOUI

Dans un communiqué, l'association des amis de la République arabe sahraouie démocratique s'élève contre les mesures d'interdiction de quatre meetings (La Ciotat 10 mai, Salon de Provence 11 mai, Marseille 12 mai, Arles 14 mai) par la préfecture de police des Bouches du Rhône.

Ces interdictions surviennent alors qu'une partie de la presse déchaine contre la lutte du peuple sahraoui pour libérer sa patrie, elle est significative de la collusion de l'impérialisme français avec les envahisseurs du Sahara occidental: Hassan II et Moktar Ould Daddah.

Un meeting de soutien au peuple sahraoui est organisé par les amis de la République arabe sahraouie démocratique le mardi 17 mai à 20 h 30 à la mutualité à Paris.

THAÏLANDE

Lundi matin, les troupes du gouvernement fasciste thaïlandais se sont affrontés avec des guerilleros, dans la région montagneuse située à 480 km au Nord-Est de la capitale. Les combattants démocratiques thaï ont infligé aux troupes gouvernementales des pertes s'élevant à 1 mort et 8 blessés, selon les chiffres officiels.

Grande-Bretagne

L'ÉROSION DU CONSENSUS SOCIAL

Après les mineurs, les métallos viennent de refuser une troisième année de plan d'austérité et de blocage des salaires.

Les travaillistes poursuivent une politique de blocage des salaires depuis deux ans: les syndicats s'engagent à ne pas revendiquer sur les salaires; en échange le gouvernement propose de réduire l'inflation. Le dernier contrat social prévoyait la limitation des salaires à 4,5 livres et le gouvernement prévoyait une réduction de la hausse des prix à environ 10%. Si les salaires ont été effectivement bloqués, les

prix augmentent à un rythme d'au moins 16% par an.

Depuis plusieurs semaines les grèves sauvages, qui se sont poursuivies à British Leyland et British Airways contre l'avis des syndicats, ont profondément sapé la politique de contrat social, auquel s'opposeraient toutes les revendications avancées.

Le gouvernement travailliste miné de l'intérieur, risque de perdre encore des plumes dans la discussion du nouveau contrat social, mais il compte jouer d'un

chantage simple avec les syndicats: si vous refusez, il y aura des élections et les conservateurs l'emporteront. Le gouvernement travailliste cherchera à tout prix à obtenir l'accord des syndicats d'autant plus vigoureusement que les prêts du FMI en dépendent.

Une tempête agite le parti travailliste depuis la nomination comme ambassadeur à Washington du gendre de Callaghan, qui n'est pas diplomate. On accuse le premier ministre de népotisme.



De grèves sauvages en grèves sauvages, la trêve sociale se décompose: ici les travailleurs de British Leyland

Pays Basque : la police tire à la mitrailleuse contre les manifestants

La police espagnole a ouvert le feu à San Sébastian contre les manifestants qui exigeaient l'amnistie complète et la libération de tous les détenus basques, qui restent en prison. Un homme de soixante ans est mort. A Renteria un autre est grièvement blessé: les policiers ont tiré à la mitrailleuse contre les manifestants qui étaient venus devant la caserne protester contre la brutalité de la répression.

C'est tout le pays basque qui était en grève pour l'amnistie. 5 000 manifestants à San Sébastian, 5 000 à Villa Franca, manifestation à Pampelune et Bilbao, partout la police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz «lacrymogènes» qui étouffent, partout elle a arrêté brutalement. A Pampelune, les heurts les plus violents ont eu lieu tard dans la soirée: les manifestants exigeaient la libération de deux d'entre eux arrêtés dans la journée.

Après le voyage de Cyrus Vance en Espagne

Création d'un comité de liaison hispano-américain

Cyrus Vance poursuit un voyage destiné à profiter des résultats du sommet de l'OTAN pour resserrer les positions américaines, principalement en Europe du Sud. Après avoir visité l'Espagne en compagnie du chef d'État Major de l'armée américaine, il se rend en Turquie.

En Espagne, Vance s'est répandu en éloges sur la monarchie démocratique. Puis il a poussé les feux concernant les choses sérieuses. D'ici 40 jours le comité de coordination et de prévision entre les deux armées créé pendant le voyage de Vance doit entrer

en activité. C'est un pas en avant vers l'intégration de l'Espagne à l'OTAN. Dans l'immédiat c'est surtout un renforcement du dispositif américain en Europe. Parmi les sujets de discussions Suarez a débordé celui du commerce avec quelque peu d'aigreur: les produits espagnols sont frappés d'un impôt de 35% sur le marché américain, alors que les produits US sont entièrement libres sur le marché espagnol. La réponse fut aimable, mais sans même une promesse pour combler le déficit commercial de 5 milliards de dollars que coûtent ces pratiques à l'Espagne.

Carter à la presse

«Notre objectif n° 1 : défendre Israël»

En arrivant aux États Unis, Carter a donné une conférence de presse réaffirmant l'essentiel des positions américaines

Concernant le règlement Carter a précisé que celui-ci n'est possible que si les Palestiniens abandonnent leur objectif de détruire l'État d'Israël. Les contours de la politique américaine sont parfaitement dessinés: préparatifs de guerre en Israël et pressions de toutes sortes pour étouffer la résistance palestinienne.

AU MOYEN-ORIENT

«Nous avons des relations spéciales avec Israël. Il est absolument crucial que personne ne puisse douter que notre objectif N° 1, au Moyen Orient est de garantir le droit pour Israël d'exister. Ces relations particulières comprennent le droit de produire des armes avec les USA et d'acheter de l'armement US de haute technologie». Deux amendements ont été d'ailleurs ajoutés à la loi sur les ventes d'armes que Carter dit vouloir restreindre qui donnent le droit d'une part à Israël de produire les armes qu'il veut sous licence, d'autre part qui lui donne accès aux armes les plus perfectionnées.

SUR L'EUROPE

«Ce fut un succès commun» a-t-il déclaré à propos des sommets de Londres. Nous avons renouvelé la force et les objectifs des sociétés démocratiques avec nos amis et nos alliés. Par ailleurs, il a déclaré qu'il n'était pas certain que son voyage en France aurait lieu avant la fin de l'année.

«J'ai fait des progrès dans la compréhension des problèmes de nos alliés au cours de ces entretiens», a-t-il assuré.

INTERNATIONAL

le 15 mai et la lutte du peuple palestinien

Le 15 mai 1948, l'État d'Israël est proclamé sur une partie de la Palestine, avec la complicité des impérialismes britannique et américain.

En effet, la Palestine a été mise sous mandat britannique à la fin de la première guerre mondiale. Les autorités britanniques, qui avaient promis aux sionistes de leur créer «un foyer juif» en Palestine, permettaient aux colons de s'y installer, de former des milices armées pour lutter contre la population palestinienne...

COMMENT FUT IMPOSÉ ISRAËL

Devant l'extension de la colonisation, plusieurs révoltes palestiniennes éclatent, dont la plus célèbre est celle de 1936-1939 : le peuple palestinien lutte pour chasser la Grande-Bretagne et les colons sionistes. Il demande son auto-détermination, reconnue par une commission envoyée en Palestine en 1919, avant le mandat britannique.

La révolution de 1936-1939 est écrasée par les britanniques et les sionistes, et les premiers proposent dès ce moment le partage de la Palestine en deux États. Ce projet est rejeté par le peuple arabe de Palestine qui revendique une Palestine unie et indépendante.

Mais en 1947, le 29 novembre, ce projet est voté à l'ONU.

LA POLITIQUE TERRORISTE

Entre le vote du partage de la Palestine et la proclamation de l'État sioniste, le 15 mai 1948, les sionistes, forts de l'appui impérialiste, se consacrent à leur politique terroriste :

● Le 9 avril 1948, c'est le massacre de Deir Yassin, village situé près de Jérusalem en territoire réservé par l'ONU aux Palestiniens : 254 habitants ont été massacrés froidement par les forces armées sionistes.

● Le 22 avril 1948, les Anglais livrent aux sionistes la ville palestinienne de Haïfa et demandent aux Arabes de ne pas se soulever sinon ils seraient massacrés. Là aussi, les sionistes massacrent : ils jettent les cadavres dans les rues, transforment les mosquées en écuries.

● Le 27 avril 1948, la ville de Jaffa commence à tomber entre les mains des sionistes. L'occupation totale se fera le 5 mai 1948. Les sionistes dans leur guerre ont utilisé l'artillerie et même l'aviation, alors que les masses palestiniennes n'avaient que des armes rudimentaires.

Le jour même de la proclamation de l'État d'Israël, les armées arabes entrent en guerre pour défendre la population palestinienne. Mais les liens entre les régimes arabes de cette époque et les colonialistes anglais leur font perdre la guerre et le nouvel État sioniste en profite pour occuper les 3/4 de la Palestine (sauf Gaza et la Cisjordanie, occupés en 1967).

Depuis cette date, le peuple palestinien vit en majorité hors de sa patrie, dans les camps dans les pays arabes. Le déclenchement de la révolution palestinienne en 65 a de nouveau donné l'espoir du retour en Palestine.

La célébration du 15 mai a toujours été un moment important pour les peuples arabes. Par là, ils affirment leur refus de l'État sioniste créé de toutes pièces par les impérialistes. La célébration du 15 mai est aussi une démarcation entre les forces révolutionnaires arabes et les forces alliées de l'URSS qui reconnaissent la création de cet État. Pour affirmer cette voie révolutionnaire, l'OLP a fait du 15 mai de l'année dernière la «journée de la lutte palestinienne» à l'intérieur de la Palestine. Un grand soulèvement, pareil à celui de la Journée de la Terre a eu lieu dans les terres occupées en 1948 et en 1967, affirmant ainsi l'unité de la Palestine.

MEETING DE SOUTIEN À LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN

A l'occasion du 15 mai, journée de la lutte du peuple palestinien, l'UNION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DE PALESTINE, section de France organise un **Grand Meeting de soutien à la Révolution Palestinienne**, le dimanche 15 mai 1977, à 20 h 30, à la Mutualité (Salle A) 24 rue St Victor, 75 005 Paris

Avec la participation de l'OLP, du Collectif National pour la Palestine, de l'Association Médicale Franco-Palestinienne, du Collectif sur les détenus et les prisonniers palestiniens en Israël.

Une partie artistique est prévue au programme avec la projection d'un nouveau film sur les territoires occupés, des chants palestiniens et Paul MATTAR, chanteur libanais.

PARTICIPATION AUX FRAIS 6 F

Italie

UN MORT A ROME



Une jeune manifestante romaine de 19 ans est tombée morte, sous les balles de la police. Une balle dans l'abdomen a provoqué une hémorragie. Une autre jeune fille a été touchée au genou. Un jeune homme a perdu un œil par une grenade lacrymogène lancée à tir tendu. La riposte progressive prônée par le ministre de l'Intérieur, le droit de tirer donné à la police ont été appliqués, sans retenue.

Les manifestants, malgré l'interdiction, voulaient manifester à l'occasion du troisième anniversaire du référendum sur le divorce.

Turquie :

Les massacres du 1^{er} mai : une provocation policière

Le 1^{er} mai, 40 ouvriers ont été assassinés ; des coups de feu avaient été tirés sur la manifestation. Une violente campagne de propagande était lancée, affirmant que les «maoïstes» avaient tiré sur la manifestation». Les éléments et témoignages parvenus sur cette question font ressortir qu'il s'agit d'une machination policière.

Ainsi, sur la place où devait se terminer la manifestation, se trouve un grand hôtel, l'Hôtel Intercontinental, d'où sont venus de nombreux coups de feu et devant lequel ont été relevés le plus grand nombre de morts. Peu avant le début des fusillades, les journalistes qui s'y trouvaient ont été priés de quitter l'hôtel, d'autres ont témoigné avoir été empêchés d'entrer par le portier qui affirmait que nul ne pouvait entrer sans être porteur d'une mission. D'autres témoins qui se trouvaient devant une rue, complètement interdite par la police, ont vu les voitures prendre feu dès que les premiers coups de feu étaient tirés

sur la place. Une Renault blanche et une autre voiture bleue ont été également vues passant à toute vitesse tandis que les passagers tiraient sur la foule. L'ensemble de ces faits montre qu'une action soigneusement préparée a été exécutée.

Cette provocation se situe dans un contexte de crimes et d'attentats nombreux. Depuis le début de la campagne électorale, la victoire du parti républicain du peuple rend les organisations d'extrême-droite très agressives. Au cours d'une seule manifestation, le chef de ce parti, ancien premier ministre, Ecevit, a été agressé trois fois par des fascistes armés de revolvers.

Les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette provocation, les conséquences qu'elle a eues, le gouvernement s'en emparant pour renforcer la répression, ont pesé d'un très grand poids non seulement sur la campagne électorale mais aussi sur la situation des masses.

Meeting pour l'unité de la lutte des peuples

de la Caraïbe

Samedi 14 mai de 13 h à 21 h

44 rue de Rennes. Paris VI^e. M^o St Germain

A BAS L'IMPÉRIALISME ! A BAS LE COLONIALISME !
A BAS LA RÉACTION ! VIVE LA LUTTE DES PEUPLES
DE LA CARAÏBE POUR LEUR VÉRITABLE
INDÉPENDANCE !

Guadeloupe : Association Générale des Étudiants Guadeloupéens (AGEG)

Guyane : Union des Étudiants Guyanais (UEG)

Haiti : Comités Haitiens d'Action Patriotique Charlemagne Peralté (France) et Machate (Belgique)

Martinique : Association Générale des Étudiants Martiniquais (AGEM)

République dominicaine : Comité «Santo Domingo en lutte»

Négociations de Vienne : niet soviétique

Les deux propositions avancées par Carter au sommet de l'OTAN pour les négociations sur la réduction des armes en Europe (MBFR) ont été rejetées dès l'ouverture d'une nouvelle série de rencontres qui se déroulent à Vienne. Ce n'est d'ailleurs pas une surprise : la première proposition qui consistait à ramener les forces terrestres à égalité, a déjà été repoussée à plusieurs reprises, car les Soviétiques devraient retirer plus de troupes que les Américains. La seconde proposition qui a été rejetée dès sa formulation en 1975, consiste à réduire le nombre des fusées US en Europe, en échange du retrait de divisions blindées. Les négociations en sont toujours au point mort : tandis que de part et d'autre, armements et effectifs s'améliorent, les manœuvres se multiplient.

SURRÉGÉNÉ-TEURS : MISE EN CAUSE DU PROJET ALLEMAND

Des députés sociaux-démocrates du Schleswig Holstein ont demandé de réduire d'un tiers le budget prévu pour le développement des surrégénérateurs. Le projet nucléaire adopté à la veille du sommet de Londres, avait décidé de développer la recherche des surrégénérateurs tout en réduisant l'ensemble du projet d'équipement nucléaire prévu initialement.

LES PROPOSITIONS DE CARTER REPOUSSÉES AU SÉNAT AMÉRICAIN

La commission des Sciences du Sénat a rejeté la proposition de Carter de stopper la construction de surrégénérateurs. Par 25 voix contre 12, la commission a décidé de poursuivre le programme en cours. Ce rejet n'est pas, selon le président de la commission, définitif.

SUEDE : GREVE DES COLS BLANCS

Les syndicats de cols blancs ont interrompu les négociations avec le gouvernement, à propos du contrat social et ont annoncé des

grèves qui devaient commencer hier. Les hausses de salaires proposées par le gouvernement auraient signifié des baisses du pouvoir d'achat de 2 à 3%. Remarquons cependant que ces syndicats étaient moins regardants quand les sociaux-démocrates étaient au pouvoir.

URSS : ACHAT MASSIF DE PÉTROLE IRANIEN

L'Union soviétique a engagé des négociations avec le Chah d'Iran pour importer du pétrole. L'attaché commercial de l'ambassade à Téhéran a déclaré que l'URSS a proposé, en échange, de fournir de l'électricité. C'est le premier marché de pétrole passé par l'URSS avec l'Iran. Les achats soviétiques sont effectués en Syrie, Irak, Libye, a déclaré l'attaché commercial.

USA-VIETNAM : CARTER NE VEUT PAS PAYER

Le département d'État américain a affirmé une fois encore que les USA ne verseraient aucune réparation au Vietnam dont ils ont détruit l'économie. Le Vietnam a fait savoir que les relations diplomatiques ne pourraient s'ouvrir qu'après que cette question ait été réglée.

GUADELOUPE LA VOLONTÉ D'INDÉPENDANCE S'AFFIRME

Témoignage d'un Guadeloupéen en exil à Paris

Une grande tension sociale règne actuellement en Guadeloupe. Après les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, les dockers, les employés du commerce mais aussi ceux de la santé, ceux d'Air-Antilles ont engagé des luttes. Le mécontentement gagne toutes les couches du peuple. Christian, guadeloupéen, employé de la Sécurité Sociale, militant syndical, contraint à exiler à Paris, revient de son pays où il a passé quelques semaines au plus fort de la lutte des travailleurs de la canne à sucre.

— *Quotidien du Peuple* : Tu étais en Guadeloupe pendant la grève des coupeurs de canne, peux-tu nous en expliquer les causes ?

C.G. : Le motif, c'est que l'on fait aux paysans la même proposition de prix que l'an dernier.

Il faut savoir que le prix du sucre - dont dépend le revenu du planteur comme celui du travailleur agricole est fixé chaque année par la C.E.E. en fonction du cours de la betterave qui est arrachée beaucoup plus tard, si bien que l'on engage toujours à la campagne, au départ, sur la base du cours de l'année précédente. L'an dernier, les grosses sociétés qui achètent la canne avaient promis qu'on augmenterait le tarif en fin de récolte, cela n'a pas eu lieu.

Ça fait maintenant trois années de suite qu'on proposait pratiquement le même tarif aux coupeurs : 102 F la tonne pour ceux qui livraient plus de 1 000 tonnes.

De plus, ce taux était fixé en fonction du taux de sucre de la canne. A cela, les paysans pauvres répondent : «*Nous vendons de la canne et non du sucre*». Ils exigent d'être payés sur la base du prix de revient de la tonne de canne à sucre : 166,15 F la tonne. Quant aux ouvriers, ils réclamaient une augmentation de salaire de 6,5 %, soit un salaire de base de 65,43 F par jour.

Les années précédentes, la lutte avait commencé alors qu'une bonne partie de la récolte était déjà coupée, cette fois-ci, les coupeurs ont laissé la canne sur pied, ce qui est un élément de rapport de forces, puisqu'avec le temps la canne perd progressivement une bonne partie de son taux de sucre.

La grève était suivie par la totalité des coupeurs de canne avec, dans un certain nombre de cas, occupation de terrain.

— *QdP* : Quelle est l'attitude des forces politiques de l'île ?

C.G. : Ni la CGT, ni la CFDT, ni bien sûr F.O. n'ont soutenu le mouvement. Les partis ne s'en sont pas mêlés avant les élections municipales. Les syndicats ont

simplement appelé à quelques grèves de solidarité, d'un ou deux jours au maximum.

Lorsque le représentant des Antilles à Bruxelles est rentré de négociations et qu'il a annoncé que les prix ne changeraient pas, il a fait l'unanimité contre lui. Le lendemain, les syndicats ont appelé à une grève générale de 24 heures.

J'ai participé à la manifestation qui a eu lieu ce jour-là à Pointe-à-Pitre, nous étions 4 000-5 000, surtout des coupeurs venus de différentes régions de l'île mais aussi des travailleurs de toutes catégories. C'était la plus grande manifestation de ce type depuis très longtemps ; l'an dernier, ils étaient seulement 2 500. Il ne faut pas oublier que Pointe-à-Pitre compte à peine 30 000 habitants.

Les responsables de la CGTG et de la CFDT étaient en tête avec principalement des gens des bureaux. Ils ont essayé de profiter de la situation pour imposer des mots d'ordre qui n'étaient pas ceux des grévistes sur le relèvement du salaire minimum : ça a été un échec total, le



Le tourisme pour hommes d'affaires : c'est ainsi que la France entend «développer» l'île.



groupe de tête a été complètement couvert et obligé de reprendre les mots d'ordre lancés par les coupeurs de canne, massivement organisés, par les syndicats UTA et UPG. Autant que des revendications sur les salaires, les travailleurs reprenaient des mots d'ordre politiques : képis rouges, dehors ! A bas le colonialisme ! Indépendance ! Pratiquement la manifestation s'est transformée en manifestation pour l'indépendance.

Le soir, un meeting s'est tenu, convoqué par l'U.T.A. Un leader de la grève qui est connu comme membre du PCG (1) a demandé publiquement si les syndicats CGTG et CFDT étaient représentés. Seul, un délégué CFDT était venu et a pris la parole mais la CGTG n'avait même pas envoyé un de ses membres. Par ses sifflets, la salle a très bien montré qu'elle avait compris que ce syndicat ne soutenait pas la lutte. Sinon, comme le soulignait le camarade, la moindre des choses aurait été d'être présents. Il y a d'ailleurs chez un grand

Certains travailleurs des usines se sont opposés par solidarité à ce que la grève soit brisée. Personnellement, j'ai vu des camionneurs arrêter leurs véhicules chargés de cannes en travers de la porte de l'usine et dégonfler les pneus pour bloquer l'entrée, et ainsi appuyer efficacement les grévistes.

— *QdP* : Les coupeurs de canne n'étaient pas la seule catégorie en lutte ?

C.G. : Non, les dockers aussi, ont mené une grève assez longue. Ils avaient d'abord organisé un arrêt de travail de 48 heures en solidarité avec les coupeurs de canne, un jour plus tard ils sont partis sur leurs propres revendications. Les quelques éléments présents du PCG ont essayé d'empêcher la lutte en faisant valoir «les conséquences sur l'économie de l'île ! Ils disaient que les grandes surfaces pourraient en profiter pour augmenter leur prix en prétextant qu'elles sont alimentées en majeure partie par l'importation.

Mais les employés du commerce ont pu faire valoir que, si cela devait se produire, ils organiseraient eux mêmes le boycottage des grandes surfaces, la séquestration de leurs directions.

Ce qui m'a frappé, c'est comment à partir de leurs problèmes spécifiques, de plus en plus, les diverses catégories sociales en viennent à poser les problèmes de l'île toute entière, et à travers cette démarche, l'idée de l'indépendance progresse. Les dockers, par exemple, sont majoritairement affiliés à la CGTG et l'idée de l'indépendance est encore très faible parmi eux mais, à l'occasion de luttes comme celle qui vient de se dérouler, leur volonté d'indépendance progresse.

EMPLOYÉS DU COMMERCE EN LUTTE

Les grandes surfaces se sont multipliées en Guadeloupe avec le développement du tourisme. Pour la première fois, les travailleurs du Prisunic, d'Unimag et d'Escale ont fait grève pendant un mois pour obtenir une augmentation de salaire, le 13^e mois et une prime de vacances.

nombre de travailleurs agricoles une grande animosité contre la CGTG, certains voulaient même séquestrer son secrétaire départemental. Les travailleurs se rendent bien compte du fait que la CGT ne leur fait aucunement confiance : leur secrétaire n'est même pas originaire de la Guadeloupe, c'est un Français qu'ils ont amené tout exprès de la métropole.

Dès le lendemain de la manifestation, voyant sans doute que le mouvement lui échappait complètement, la CGTG a essayé de faire démarrer le travail sur le thème : «*Mieux vaut prendre ce qu'on a que rien du tout*». Elle n'a pas été suivie.

Au moment où je suis rentré de Guadeloupe, la lutte commençait à prendre une tournure très aigue, certains usiniers avaient embauché des jaunes dans des îles anglophones et les faisaient travailler sous la protection des képis rouges.

(1) : Parti révisionniste guadeloupéen

LE COLONIALISME LIQUIDE L'ÉCONOMIE DE L'ÎLE

«*J'ai été déçu de voir quels progrès le tourisme avait fait en Guadeloupe, maintenant l'île est envahie par de nouvelles constructions, des hôtels et des plages privées*» explique Christian.

Le projet de l'impérialisme français c'est bien de faire de l'île une source de devises par le tourisme au détriment de toute activité productrice et de la population de l'île toute entière. En fait, il cherche même à liquider l'industrie de la canne à sucre, menaçant de ruiner complètement toute l'économie guadeloupéenne.

En fixant un prix excessivement bas pour la tonne de canne, ils contraignent les petits planteurs (qui font 90% de la production) à diminuer l'achat de produits industriels et donc la production. Il abandonne une à une les usines sucrières qui ne sont plus que 6 en Guadeloupe contre 14 en 1956.

Certains négocient le transfert de leurs usines en Haïti ou en Guyane. De bonnes terres agricoles sont vendues à des prix élevés pour la construction d'hôtels, de villas, de casernes.

La production de canne de la Guadeloupe a diminué de moitié en 10 ans : 1840000 tonnes en 1965, 932000 tonnes en 1975.

Les gros usiniers quant à eux, peuvent toujours revendre leur production mais pour la masse des paysans pauvres et à terme, pour l'île entière, c'est la ruine.

Mais de cela, les impérialistes n'ont cure, et ils agissent même avec la complicité des maires révisionnistes locaux qui, autant sinon plus que les autres, participent à l'opération ; tel Bernier, le maire de St François, qui a offert 60 ha de terres agricoles pour faire un golf.

LA LUTTE DE LA CANNE : DERNIERES NOUVELLES

Suivant les plus récentes informations, le préfet de Guadeloupe a fait apposer à la porte de tous les centres de travail une affiche promettant l'embauche sur la base des revendications des travailleurs. Un mouvement de reprise des salariés s'est alors amorcé. La campagne étant de fait commencée, les travailleurs ont dû envisager la poursuite de leur mouvement sous d'autres formes, par des actions de masse ponctuelles menées sur les lieux d'habitation. C'est ainsi qu'au mois d'avril, à Ste Rose, 190 paysans conduits par l'UTA ont bloqué la route pour imposer la réembauche des ouvriers agricoles dans l'usine de la région.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

10^e épisode

« Je n'avais pas vu que j'étais assis auprès de ma sœur. Je n'avais pas vu l'arbre qui penchait vers l'eau et je n'avais pas vu l'eau. Je n'avais pas levé les yeux quand la péniche avançait avec la majesté d'une femme grasse. Les remous de l'eau, de petits tressaillements qui la hérissaient à peine, nous envoyaient son odeur, et je ne l'avais pas respirée. Je n'avais pas vu les couleurs, je ne savais même pas que ce jour-là le monde fut coloré. Je l'avais cru transparent puisque mes yeux n'étaient arrêtés ni par l'écorce verte de l'arbre jeune, ni par l'eau grise et ses ronds d'argent — ses yeux fous — ni par la péniche, calme matrone en noir, ni par l'autre rive où les gabarriers discutaient. Mes yeux passaient à travers les corps épais, les corps liquides, mes yeux ne regardaient que moi, et, aujourd'hui, si je les ferme, les couleurs d'autrefois, de ce jour où je ne savais pas qu'il y en eût, m'éblouissent comme si, arrivé en haut d'une colline, je découvrais un jeune garçon heureux assis entre sa sœur et sa grand-mère, face au fleuve, un soir de juin. »

C'était écrit dans le cahier vert de Lucien, — que je découvris en son absence — à la date du 1^{er} mars. Marie était née la veille ; Lucien avait choisi ce prénom. Nous installâmes chaque soir des cordes en diagonale dans la cuisine pour y sécher les couches. Après quelques temps de repos Marie-Louise remit son chandail rouge et reprit le chemin de la biscuiterie. Je ne le lui montrai pas, mais elle me touchait beaucoup. Les exigences de Lucien la déroutaient. Il ne se privait pas de la reprendre ; il voulait, disait-il, la façonner, l'éduquer. Elle suivait sans comprendre, s'imaginant parfois qu'elle allait l'atteindre, mais quand elle disait ou faisait quelque chose en progrès sur ses attitudes passées, il était déjà plus loin, ou bien il avait fait marche arrière et ils ne parvenaient pas à se rencontrer. Dans les contradictions de Lucien, qui se serait retrouvé ?

Excepté ses trois heures de surveillance quotidienne, il n'avait aucune occupation. Marie-Louise l'encourageait dans son inaction. Était-elle jalouse, craignait-elle qu'il n'approchât d'autres filles ? A ses camarades, elle disait : « Il est étudiant. » Dans la maison, personne n'y croyait plus. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi nous tremblions toutes trois quand il nous menaçait d'accepter le premier travail venu. N'avions-nous pas l'arrière-pensée de le tenir davantage ainsi, de profiter de lui ? Loin de nous, il nous échapperait, il aurait des copains, un ami, d'autres amours. Il était si jeune, pas encore vingt ans. Il pouvait se préparer encore, se perfectionner comme il disait.

On y voyait encore à huit heures, et, le soir, Marie-Louise descendait à la rencontre de Lucien. Il arrivait, l'attrapait par la nuque ; elle accrochait sa main au revers du blouson et ils montaient ensemble. Un soir, par hasard, je descendis aussi. Lucien tardait. Enfin il tourna le coin de notre rue. Il faisait une nuit à peine froide, sans étoile ni lune, avec pour seul astre le néon vert d'un club qui venait de s'ouvrir à l'angle de l'impasse. Trois garçons se dirigeaient vers l'entrée. La lumière crue les éclairait et celui de gauche, quand il croisa Lucien qui nous rejoignait, le regarda et s'arrêta. Sans élan, Lucien sortit la main de sa poche.

(à suivre)

DANS NOTRE COURRIER

Romans

réunion pour le socialisme

Une quarantaine de personnes parmi lesquelles de nombreux travailleurs de la chaussure, avaient répondu à l'appel du PCRml pour une réunion. (...)

Le thème général de cette réunion-débat était « Quel socialisme en France ».

Un camarade fit d'abord une intervention présentant l'analyse que fait notre Parti sur la situation de la crise actuelle, sur les fausses solutions de la gauche et sur les apports du Manifeste pour le socialisme. Ensuite fut projeté un montage diapos, véritable réquisitoire contre le capitalisme et ses conséquences pour la classe ouvrière et l'environnement.

La parole fut ensuite donnée à un camarade travaillant dans la chaussure, un ouvrier de la Sorem-Brandt, deux camarades de l'HR travaillant à Caravelair à Tournon. Chacun explique les luttes de ces entreprises et comment à partir de leur pratique, ils entrevoient le socialisme.

Après une collation, un débat s'instaura. De nombreuses interrogations : « De quelles façons concrètes

pensez-vous que l'on peut arriver à cela, au socialisme ? », « Qu'est ce que sera la dictature du prolétariat ? ».

Un problème important fut soulevé : un travailleur tout à fait d'accord et enthousiasmé par notre position sur le socialisme émit cependant quelques doutes par rapport à la situation dans son entreprise « où les ouvrières ne sont pas contentes quand elles voient leur paye, mais ne font jamais rien ». Après discussion, il apparut que ces mêmes personnes dans une situation différente, une situation de crise révolutionnaire peuvent devenir très actives et que souvent leur attitude est à mettre au compte avant tout de leurs exigences sur les tenants et les aboutissants d'une lutte, avant de s'y engager.

Un ouvrier immigré italien enrichit notre débat par son expérience de lutte en Italie.

Mais, poser le problème du socialisme c'est aussi parler du parti d'avant garde et nous avons tous décidé de nous retrouver pour aborder ce problème.

Faculté de Censier

«L'UNIVERSITÉ QUE NOUS VOULONS»

La réunion organisée par le cercle du Parti Communiste Révolutionnaire ml de Censier a rencontré un succès estimable. Malgré les difficultés de préparation et de mobilisation (la réunion qui devait se tenir initialement à la Sorbonne y a été interdite), c'est une cinquantaine d'étudiants qui ont suivi avec attention et sympathie le film « Rupture », projeté pour la circonstance, et le débat sur « L'université

que nous voulons ». Le film a suscité plusieurs remarques sur l'enseignement en Chine, et de nombreuses questions ont été posées sur la perspective du socialisme en France. En insistant sur la nécessité de la liaison théorie-pratique, sur la continuation de la lutte des classes au sein de la société socialiste, sur la nécessité d'un contrôle effectif des masses sur toutes les institutions, les étudiants pré-

sents ont aidé à la précision de l'objectif stratégique dans notre pays.

En expliquant en quoi l'issue révolutionnaire était inscrite dans la crise que traverse l'impérialisme français, en dégagant, au niveau même de l'université, des aspirations révolutionnaires, nous avons pu répondre au scepticisme d'un camarade qui regrettait

« l'absence d'un fort parti communiste dans notre pays ». Enfin, des camarades étrangers sont intervenus pour expliquer la situation de l'enseignement néo-colonial.

Malgré les contraintes d'horaires qui nous ont obligé à quitter la salle tôt, c'est satisfaits que nous nous sommes donné rendez-vous à nos prochaines tables de presse.

10 millions pour le développement du Quotidien du Peuple

10 H POUR LA PALESTINE

Samedi 14 mai de 14 h à 24 h
AU CENTRE CULTUREL OECUMÉNIQUE
39 rue Courteline à Villeurbanne

PROGRAMME

- Conférences-débats avec la participation de l'OLP, d'un journaliste juif antisioniste et les témoignages de Palestiniens des territoires occupés.
- Projection de films inédits et de diapositives.
- Exposition du Peintre Hany Jawhariyya
- Table de presse

Dégustation de spécialités palestiniennes, musique, vente de revues et de posters.

Sous l'égide de France Pays Arabes, de l'Association Médicale Franco Palestienne et de l'Union Générale des Étudiants de Palestine.

Communiqué

Ste-Geneviève des Bois (Essonne)
14 et 15 mai
FÊTE ANNUELLE DE L'ACAFI
(Association culturelle d'amitié français-immigrés)

Samedi 14 à 20 h 30 :

- Projection du film portugais « De sol à sol »

Dimanche 15 à 15 h :

- Fête populaire :
 - musique arabe, portugaise, française...
 - bar, buffet
 - bourse aux vêtements
 - jeux attractifs de plein air, etc...

Lieu :

Salle St-Hubert, sur la place du marché de la résidence St-Hubert (Ste Geneviève des Bois).

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470. Compte n° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

manifeste

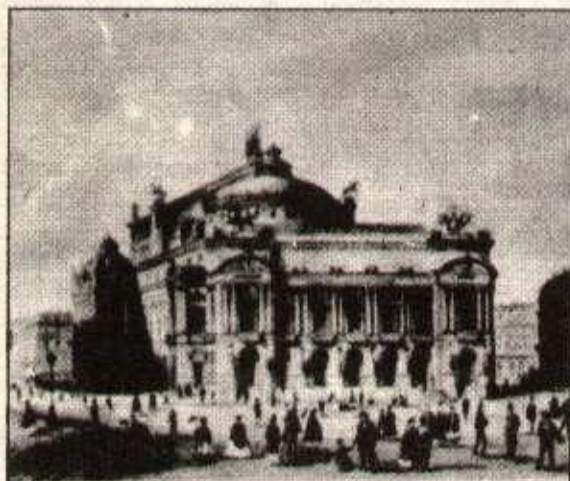
pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Dimanche 14 mai 1871



C'est le dernier dimanche de «Paris libre». Un peu partout dans les quartiers des fêtes populaires, des concerts.

Les grandes cérémonies culturelles de la classe dominante se tenaient dans des lieux bien clos et réservés à une mince «élite»; quand les travailleurs prirent le pouvoir, la culture sortit de ces «Temples», envahit la rue.

Ainsi, ce dimanche, sur la petite place d'Aligre, dans le quartier populaire du faubourg Saint-Antoine, c'est le 93^e bataillon de la Garde Nationale qui donne un concert en plein air.

L'art passe dans la rue. Et souvent naît dans la rue, chansons, concerts, affiches, journaux émanent d'anonymes et non plus de spécialistes.



A Londres, Marx et Engels continuent à mener une action vigoureuse d'information en faveur de la Commune; et, en regroupant toutes les nouvelles, tentent de faire le point de la situation. C'est ce qui apparaît, par exemple, dans cette lettre que Marx a écrit en français le 13 mai à Frankel et à Varlin :

«Chers citoyens Frankel et Varlin,

J'ai eu des entrevues avec le porteur. Ne serait-il pas utile de mettre en sûreté les papiers compromettants pour les canailles de Versailles ? Une telle précaution ne pourrait jamais être nuisible.

...Les provinces commencent à fermenter. Malheureusement leur action est localisée et «pacifique».

J'ai écrit plusieurs centaines de lettres dans votre cause à tous les coins du monde où nous avons des branches. La classe ouvrière était du reste pour la Commune dès son origine.

Même les journaux bourgeois de l'Angleterre sont revenus de leur première férocité. Je réussis d'y glisser de temps en temps des paragraphes favorables.

La Commune semble perdre trop de temps avec des bagatelles et des querelles personnelles. On voit qu'il y a d'autres influences que celle des ouvriers. Tout cela ne ferait rien si vous aviez du temps pour rattraper le temps perdu.

Il est tout à fait nécessaire de faire vite tout ce que nous voudriez faire en dehors de Paris, en Angleterre ou ailleurs. Les Prussiens ne délivreront pas les torts dans les mains des Versaillais, mais, après la conclusion définitive de la paix (26 mai), ils permettront au gouvernement à cerner Paris par ses gendarmes...

Livre conseillé : Marx, Engels, Lénine : «Sur la Commune de Paris». (Éditions du Progrès).

Lundi 15 mai 1871

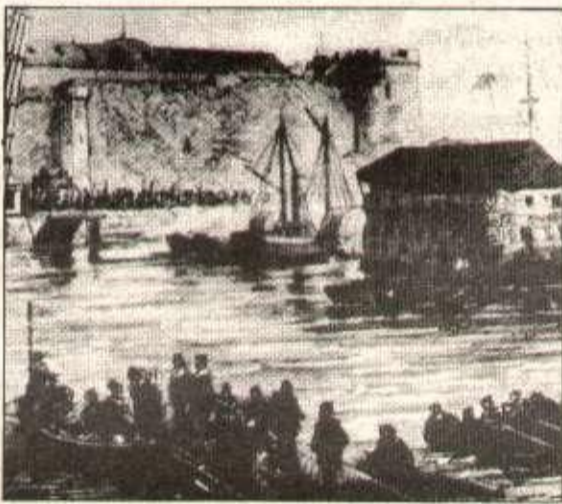


Une nouvelle fois, la Commune manifeste son intention d'éviter l'irréparable entre Versailles et Paris. Elle a déjà proposé à plusieurs reprises des échanges otages-prisonniers fédérés. Cette fois, c'est l'ensemble des otages arrêtés en avril (ils ne sont pas très nombreux d'ailleurs : 74) qu'elle offre à Thiers contre un seul prisonnier, «l'éternel enfermé», contre Auguste Blanqui.

Thiers une nouvelle fois refusa. Il voulait le bain de sang, la répression sans merci. Et comme le disait son secrétaire : «Les otages, les otages, tant pis pour eux !»

D'ailleurs, le petit «perroquet à lunettes», Thiers (celui que nos manuels scolaires appellent «le sauveur de la France») avait donné l'ordre de reprendre les exécutions de prisonniers fédérés : des blessés furent achevés, l'on exécuta même une infirmière. Cela préfigurait le carnage organisé de la Semaine Sanglante.

Comme le relate un journal belge, l'*Etoile*, se faisant l'écho des nouvelles versaillaises : «Nous avons fusillé à Passy une quarantaine de ces canailles. Ils sont tous morts en soldats. Les uns croisaient les bras et gardaient la tête haute. Les autres ouvraient leurs tuniques».



D'autre part, un certain nombre de prisonniers sont acheminés dans des wagons à bestiaux vers Brest où ils moisiront dans ces geôles politiques qu'étaient les pontons, avant d'être embarqués vers le bagne de Nouméa.



Une séance du Conseil de la Commune

Le projet de Fédération émis par l'un des clubs prend vraiment forme ce jour, puisqu'un local est ouvert, place de l'Hôtel de Ville pour accueillir les différents délégués des clubs de quartier. Des réunions s'y tiendront quotidiennement afin de coordonner les nouvelles et d'agir de façon plus unitaire et plus organisée, en particulier auprès du Conseil de la Commune.

Programme télé

SAMEDI 14 MAI

TF 1

- 18 h 05 - Trente millions d'amis
- 18 h 40 - Auto-moto 1
- 19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Eh bien... raconte !
- 20 h 00 - TF 1 actualités
- 20 h 30 - Numéro un : Mort Shuman
- 21 h 30 - Peyton place
- 22 h 20 - Gymnastique : championnats d'Europe féminins
- 23 h 25 - TF 1 actualités

A 2

- 18 h 00 - Des animaux et des hommes
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Flash information
- 19 h 45 - La tirelire
- 20 h 00 - Le journal
- 20 h 35 - Moi... exilée *Dramatique*
- 22 h 05 - Questions sans visage
- 23 h 20 - Les nouvelles

FR 3

- 18 h 15 - La télévision régionale
- 18 h 45 - Les yeux neufs
- 19 h 05 - Entracte
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Samedi entre nous
- 19 h 55 - FR 3 actualités
- 20 h 00 - Cavalcade
- 20 h 30 - Le chevalier à la rose. *Opéra*
- 23 h 30 - FR 3 actualités

DIMANCHE 15 MAI

TF 1

- 18 h 00 - Un million de dollars en fumée. *Téléfilm*
- 19 h 15 - Les animaux du monde - magazine
- 19 h 45 - TF 1 actualités
- 20 h 30 - Toute une vie. *Film franco-italien dramatique*
- 22 h 55 - TF 1 actualités

A 2

- 18 h 10 - Contre ut
- 19 h 00 - Stade 2
- 20 h 00 - Le journal
- 20 h 30 - Musique and music
- 21 h 40 - Angoisses. *Série*
- 22 h 45 - Les Français et la contraception
- 23 h 30 - Les nouvelles

FR 3

- 19 h 00 - Hexagonal
- 19 h 55 - FR 3 actualités
- 20 h 05 - Cheval, mon ami
- 20 h 30 - L'homme en question. *Pierre Mendès-France*
- 22 h 00 - Festival de Cannes
- 22 h 45 - FR 3 actualités
- 22 h 55 - Maison de danses. *Film français dramatique*

ce temps qu'on nous vole

POUR DES TRANSPORTS AU SERVICE DU PEUPLE

par Pierre PUJOL

Comme nous l'avons vu tout au long de cette enquête, la politique des transports en commun est devenue une question particulièrement cruciale du fait de la dégradation des conditions d'existence (éloignement emploi-habitat, «mort» des régions...) qui provoque un allongement considérable des distances à parcourir et secondairement du fait de la qualité même des moyens de transports (fréquence, confort, vitesse, sécurité).

Aujourd'hui, ces éléments s'additionnent. La France socialiste aura à distinguer les causes et les moyens, et à agir sur les deux plans. En agissant au plan de la politique régionale, des salaires, du logement, elle poursuivra un objectif essentiel : réduire le temps de transport, exigence fonde-

mentale des masses. Tout ce temps perdu sera restitué pour le développement d'une large vie politique et culturelle dans les cités et les campagnes, ainsi sera réalisé une condition indispensable à l'exercice du pouvoir par les communautés de travailleurs.

Nous y reviendrons demain, avec la table ronde qui conclue cette enquête.

En agissant sur le plan de la qualité même des transports, la France socialiste aura à réparer (et à construire) un réseau de transports efficace et de qualité. Ce faisant, tant sur le plan de l'aménagement du réseau que de la recherche, sa politique tournera fondamentalement le dos à la politique de la bourgeoisie puisqu'elle satisfera les besoins des masses.

Mettant en œuvre une politique de rentabilisation à outrance, depuis l'après-guerre, les exploitants privés et publics des transports, ont procédé à des liquidations massives. Les petites lignes de chemin de fer ont fermé, les trams, les trolleybus ont quasiment disparu. Le capitalisme a étalé sa logique sans issue : la baisse de clientèle due à l'aggravation des difficultés de trajets, sert de justification à une baisse de fréquence qui entraîne une nouvelle baisse de clientèle, et ainsi de suite.



Porte Maillot : un taxi collectif arrive, 8 personnes en descendent.

En même temps que le déclin des transports en commun se précisait, on a assisté depuis 65 à une

véritable fièvre d'inventions de moyens de transports ultra-sophistiqués. Le projet spectaculaire de l'Aérotrain

en fut le symbole. On a parlé de relier Paris à Orléans puis Paris à Cergy-Pontoise par un aérotrain suspendu sous un rail aérien. Avec la crise de l'énergie, la bourgeoisie abandonne ce projet très coûteux. Une voie ferrée fera Paris-Cergy. On assiste à la mise au point très coûteuse de systèmes «tout-automatiques» qui comme le métro «Val» de Lille. Les chercheurs avancent que ces transports peuvent défilier à une plus grande fréquence car «n'étant pas à la merci d'une défaillance humaine du conducteur !» Un prétexte pour supprimer les conducteurs au mépris de la sécurité des voyageurs ! On met au point des systèmes comme Poma 2 000 (style télécabine) à 4 milliards de km alors que les ramassages d'usine (qui couvrent 4,3 millions de kilomètres par semaine contre 7,6 millions de kilomètres par semaine, pour les réseaux urbains) sont totalement délaissés !

Les opérations de prestige fascinent nos bourgeois gestionnaires de droite comme de gauche. Defferre veut son métro à 100 millions du km, Lille son «Val» pour caricaturer le modèle parisien. Pourtant, dans de rares cas, la bourgeoisie a su mettre en place des systèmes plus commodes, dans les villes où elle est concentrée (Busphone à Saint-Cloud, elle a su aménager le centre de ses villes (Besançon) où elle a ses quartiers d'affaires.

Pendant ce temps les études sur l'amélioration des

transports de masses, et leur développement piétinent. C'est le reflet d'une politique de classe.

DES MOYENS A METTRE EN ŒUVRE POUR LE SOCIALISME

En matière de moyens de transports, la France socialiste sera confrontée, dès les premiers moments de la dictature du prolétariat, à de nombreux problèmes. Tout en rapprochant l'habitat et l'emploi, il faudra mettre rapidement un terme à la situation scandaleuse des millions de travailleurs contraints de parcourir de longues distances dans des transports se déplaçant lentement, souvent vétustes, avec de multiples correspondances et chers. Il faudra redonner le train aux petites villes et aux villages, relier entre elles les cités, les banlieues. Il faudra mettre sur pied un réseau de transports «lourds» rapides (train, tramway, trolleybus...). Et assurer de bonnes conditions de travail aux travailleurs des transports.

Mais rapidement, la mise en place par le peuple travailleur de nouvelles unités habitat-emploi mieux équilibrées, la volonté de restaurer la vie des quartiers, nécessiteront de mettre l'accent sur la desserte internes des communes, celle qui justement est à peu près inexistante aujourd'hui ! Il faudra permettre aux travailleurs (et aux retraités), les moyens d'une large (et peu coûteuse) circulation. Permettre aux «captifs» de l'automobile de pouvoir se libérer de la contrainte de l'achat forcé d'une voiture. Il faudra restaurer des systèmes tels que la voiture «en commun», restaurer aussi la place des deux roues dans les quartiers (en assurant leur sécurité). La France socialiste mettra en œuvre une politique des transports non tapageuse mais, efficace axée sur le souci constant de satisfaire les besoins des travailleurs, de dégager leur temps, pour qu'ils participent activement à l'élaboration de toutes les décisions.

ET POURQUOI PAS LA VOITURE EN COMMUN

LA DERNIÈRE LIGNE PARISIENNE DE TAXIS COLLECTIFS PORTE MAILLOT-SURESNES EN TAXIS POUR 3 F.

Nous sommes allés la voir, avant qu'elle ne disparaisse. C'est la S.M. «Porte Maillot - Suresnes», la rescapée des taxis collectifs parisiens. Dans le labyrinthe routier de l'échangeur Porte Maillot, une 404 familiale arrive. Huit personnes en descendent. D'autres, qui attendaient, prennent leur place. «Nous n'attendons jamais plus de 10 minutes et même si nous n'avons qu'un passager nous partons quand même.» Ils ne sont plus que sept chauffeurs à faire ce métier à Paris : «Avant la guerre, on comptait douze lignes de taxis collectifs. Elles joignaient chaque porte de Paris à la proche banlieue. Jusqu'à l'année dernière, la ligne Paris-Versailles survivait avec la nôtre. Depuis, ils ont fermé.»

Les taxis collectifs de la Porte Maillot n'ont pas de compteur. Et ils arrangent le client en le posant près de chez lui. Les clients semblent satisfaits. Une employée : «Cela m'évite une correspondance et de la marche à pied.» Un autre : «C'est aussi rapide qu'avec ma voiture et cela me coûte moins cher.»

Les taxis collectifs parisiens vont peut-être disparaître un de ces matins, sacrifiés sur l'autel de la non-rentabilité. Mais grandit en même temps le besoin de la «voiture en commun».

UNE ÉCONOMIE POUR LA SOCIÉTÉ

Le taux d'occupation moyen de la voiture est de un, deux voyageurs, actuellement. Un chiffre qui, à lui seul, montre bien l'utilisation aberrante qui est imposée de fait par ce véhicule. Avec la hausse de l'essence, la saturation de la circulation automobile et le prix de la voiture, on compte aujourd'hui de plus en plus de travailleurs qui «s'arrangent» entre eux pour faire un bout de chemin ensemble et partager les frais. Mais ce phénomène est très limité du fait même des contraintes sociales : le logement et l'emploi sont atomisés, et rares sont ceux qui, à la fois, habitent à côté les uns des autres et travaillent ensemble. Aussi la proposition de Brigitte Gros, le maire très snob de Meulan, de faire de ce système la solution miracle au problème des transports, est purement démagogique. Se flattant du fait que ce système existait dans sa commune, elle a été obligée d'avouer que cela ne représentait là qu'une seule voiture et que les quatre passagers étaient tous des... conseillers municipaux !

Avec l'immense réorganisation des régions qu'impulsera la France socialiste, la voiture «à quatre» pourra connaître un réel avenir et simplifier la vie de nombreux travailleurs. Cette remise en cause de l'utilisation telle qu'elle est pratiquée de la voiture vaudra à chacun comme à la collectivité moins de dépenses de fatigue, d'énergie, de temps perdu. Et aussi, moins de pollution...

LE RETOUR DU TRAMWAY

Beaucoup d'entre nous ont le souvenir de ces tramways sur rail qui sillonnaient les artères des grandes villes françaises, après la guerre. Depuis, un peu partout, les rails ont été arrachés, les bus ont pris leur place, moins réguliers, plus polluants mais soi-disant plus «rentables». La saturation des villes et la baisse de fréquentation des bus ont remis à l'ordre du jour ce mode de transport efficace que représente le tramway. Entre le métro qui transporte 40 000 personnes à l'heure et le bus (5 000 voyageurs à l'heure), le tramway, avec ses 5 à 15 000 voyageurs par heure, rendrait pourtant d'incalculables services. Les habitants de St Etienne et de Lille (où circule encore «Le Mongie») s'en rendent compte tous les jours. Le tramway moderne présente un grand nombre d'avantages : silence, régularité, sécurité. Grâce à l'attelage de plusieurs véhicules capables de transporter 300 voyageurs à la fois, et pouvant se suivre toutes les minutes, il couvre facilement les besoins des heures de pointe.

Enfin, le tramway est très économique. Les dépenses en énergie relative au nombre de voyageurs sont plus faibles qu'avec l'autobus. Un autobus transportant 50 passagers doit être renouvelé tous les sept ans. Un attelage en transporte 300 et dure 20 à 30 ans !

Dans les transformations qu'elle opérera dans le domaine des transports, la France socialiste aura sans doute aussi à réhabiliter ce type de transport.

« ALLO, LE BUSPHONE ! »

«Allo, le 602.84.84», vous venez de composer le numéro de téléphone du «Busphone» de la ville de Saint-Cloud. «Où êtes-vous situé ? Vous voulez vous rendre au marché vers 9 h ? Bien. On passera vous chercher !». Quelques instants après, un minibus Saviem vient chercher l'usager, il suffit de mettre 2 F dans un appareil automatique : c'est le prix de la course, quelle que soit la distance.

Le Busphone est équipé d'un radiotéléphone, sur lequel le Poste Central peut appeler pour lui signaler les demandes : heures et rues. Tous les jours de la semaine, quatre voitures sillonnent ainsi les rues de Saint-Cloud, de 7 h à 19 h 45. Un busphone comprend 12 places assises et 8 places debout

Le maire de Saint-Cloud a prêté le local et le téléphone. La RATP assure le service de bus et fournit les chauffeurs. Le système Busphone est assez développé aux États-Unis où il est connu sous le nom de Dial à bus. Le client peut appeler soit de chez lui, soit à partir de bornes d'appels disposées dans la ville. Le Busphone est en somme un taxi collectif municipal. Les municipalités de Saint-Maur, Saint-Nom la Bretonne et l'Hay les Roses envisagent elles aussi de s'équiper du Busphone. Il est révélateur de voir qu'une technique de pointe intéressante comme celle-ci soit aujourd'hui exclusivement réservée à des villes résidentielles riches alors que les communes plus populaires sont tout à fait délaissées.